

Art. 2. De Gemeenschapsminister van Financiën en Begroting en de Gemeenschapsminister van Huisvesting zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 januari 1988.

De Voorzitter van de Vlaamse Executieve,

G. GEENS

De Gemeenschapsminister van Financiën en Begroting,

L. WALTNIEL

De Gemeenschapsminister van Huisvesting,

J. DUPRE

—
TRADUCTION
—

F. 88 — 415

—
**27 JANVIER 1988. — Arrêté de l'Exécutif flamand
fixant les conditions des personnes de revenus modestes
pour l'achat d'une habitation sociale**
—

L'Exécutif flamand,

Vu le Code du Logement, annexé à l'arrêté royal du 10 décembre 1970 et ratifié par la loi du 2 juillet 1971, notamment les articles 10 et 32;

Vu l'avis de la Société nationale du Logement;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Considérant que l'achat d'une habitation sociale, construite par la société nationale du Logement ou par une de ses sociétés agréées, est susceptible de donner lieu, depuis le 3 juillet 1987, à l'octroi d'une prime au logement;

Considérant qu'il s'indique d'urgence de faire correspondre les conditions de revenus des candidats acquéreurs d'une habitation sociale aux plafonds établis pour la prime au logement;

Vu l'urgence;

Sur la proposition du Ministre communautaire des Finances et du Budget et du Ministre communautaire du Logement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1er. Sont considérées comme personnes à revenus modestes dans le sens de l'article 32 du Code du logement, annexé à l'arrêté royal du 10 décembre 1970 et ratifié par la loi du 2 juillet 1971, les particuliers qui acquièrent une habitation sociale et satisfont aux conditions de revenus, fixées à l'arrêté de l'Exécutif flamand du 27 mai 1987 instaurant une prime au logement, comme il était modifié ultérieurement.

Art. 2. Le Ministre communautaire des Finances et du Budget et le Ministre communautaire du Logement sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 27 janvier 1988.

Le Président de l'Exécutif flamand,

G. GEENS

Le Ministre communautaire des Finances et du Budget,

L. WALTNIEL

Le Ministre communautaire du Logement,

J. DUPRE

—
MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE
—

F. 88 — 416

—
**7 DECEMBRE 1987. — Arrêté de l'Exécutif relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions
aux personnes et services assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la jeunesse**
—

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 5, § 1er, II, 6°;

Vu la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse;

Vu le décret du 14 mai 1987 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la jeunesse;

Vu l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1967 relatif au contrôle de l'octroi et l'emploi des subventions;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1985 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'avis de la Commission instituée par l'article 67 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse;

Vu l'avis de l'organe de concertation créé par l'arrêté de l'Exécutif du 12 mars 1987 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant l'encadrement de mesures pour la protection de la jeunesse;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances en date du 24 septembre 1987;

Vu l'accord du président de l'Exécutif de la Communauté française chargé du Budget en date du 15 octobre 1987;

Vu les délibérations de l'Exécutif du 30 septembre et 7 décembre 1987;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Arrêtons :

TITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1er. Au sens du présent arrêté, on entend par :

- « loi » : la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse;
- « décret » : le décret du 14 mai 1987 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la jeunesse;
- « Ministre » : le membre de l'Exécutif de la Communauté française qui a la protection de la jeunesse dans ses attributions;
- « particulier » : personne physique qui apporte à l'exécution de la loi un concours individuel;
- « services » : services publics et associations de personnes privées dont le concours est collectif;
- « bénéficiaire » : mineur dont les mesures visées à l'article 2 tendent à assurer la protection;
- « prise en charge » : mise en œuvre des moyens à l'aide desquels le particulier ou le service apporte son concours à la mesure prononcée;
- « unité subventionnée » : mineur pris en charge;
- « capacité subventionnée » : nombre d'unités subventionnées prises en considération pour le calcul des subventions;
- « capacité agréée » : nombre de mineurs admis à bénéficier simultanément des prestations des particuliers ou des services agréés;
- « taux d'occupation » : rapport entre le nombre de journées de prise en charge effectives et le nombre maximum de journées autorisées eu égard à la capacité agréée;
- « équipe éducative » : ensemble des personnes d'un service qui participent à l'éducation des mineurs.

Art. 2. § 1er. L'agrément de toute personne physique ou morale et de tout service assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la jeunesse en application des articles 31, alinéa 2, 34, alinéa 1^{er} et 37, alinéa 2, 2^o et 3^o, de la loi est subordonné au respect des dispositions du Titre II du présent arrêté.

§ 2. Les règles d'octroi de subventions aux personnes et services agréés sont fixées au Titre III du présent arrêté.

Art. 3. Les différents types d'encadrement sont :

- 1^o les particuliers qui accueillent un ou des bénéficiaires dans leur foyer.
- 2^o les services résidentiels :
 - a) les maisons familiales, c'est-à-dire les services qui prennent en charge au minimum six et au maximum dix bénéficiaires en vue de leur offrir un cadre familial. Ce nombre est réduit à concurrence de celui des autres mineurs qui résident habituellement dans ce même foyer;
 - b) les services organisant des maisons familiales, c'est-à-dire les services dont l'activité exclusive ou principale est l'organisation d'au moins trois et au maximum huit maisons familiales agréées et l'encadrement de leur personnel;
 - c) les services de placement familial, c'est-à-dire les services dont l'activité exclusive ou principale est la sélection, l'étude et le suivi des particuliers et des bénéficiaires qui leur sont confiés;
 - d) les autres services résidentiels s'offrant à recueillir collectivement et de façon habituelle des bénéficiaires en application de la loi. Leur capacité agréée est fixée au maximum à septante-cinq.
- 3^o les services non résidentiels, c'est-à-dire ceux qui concourent aux mesures visées à l'article 2, § 1er, du présent arrêté sans que le bénéficiaire ne réside dans leurs locaux ou installations, notamment :
 - a) les centres d'orientation éducative qui ont pour activité exclusive l'orientation éducative des bénéficiaires qui leur sont confiés, soit par le tribunal de la jeunesse de l'arrondissement judiciaire où est établi le siège social du centre ou celui de la résidence du bénéficiaire, soit par le Ministre de la Justice;
 - b) les services organisant des prestations éducatives ou philanthropiques qui ont pour activité exclusive l'organisation de prestations éducatives ou philanthropiques au profit des bénéficiaires qui leur sont confiés, soit par le tribunal de la jeunesse d'un arrondissement judiciaire de la province où est établi le siège social du service ou de celui de la résidence du bénéficiaire, soit par le Ministre de la Justice;
 - c) les services de protutelle qui ont pour activité exclusive la recherche et la guidance de personnes qualifiées pour exercer à l'égard des bénéficiaires dont les parents ont été déchus de tout ou partie des droits mentionnés à l'article 33, 1^o et 2^o, de la loi et en remplir les obligations corrélatives.

TITRE II. — L'agrément

CHAPITRE Ier. — Conditions générales d'agrément

Section 1er. — Demandes d'agrément

Art. 4. § 1er. Tout particulier qui accueille ou offre d'accueillir habituellement et moyennant subvention un ou des bénéficiaires doit, en vue d'obtenir l'agrément, introduire une demande auprès du Ministre.

L'agrément lui sera accordé, si, des documents joints à la demande, il ressort que lui-même et les personnes avec qui le bénéficiaire résidera sont :

- 1^o de bonne vie et mœurs;
- 2^o dans un état de santé exempt de tout danger pour le bénéficiaire. Cet état doit être attesté par un médecin.

§ 2. Les particuliers qui accueillent occasionnellement, moyennant subvention ou non, un ou des bénéficiaires dans leur foyer doivent, en vue de répondre aux exigences du décret, uniquement souscrire l'engagement de se soumettre aux dispositions de l'article 6, §§ 1er et 2.

Art. 5. Tout service qui désire assurer des mesures d'encadrement doit, en vue d'obtenir l'agrément, introduire préalablement une demande auprès du Ministre.

A cette demande sont joints :

- 1° le projet éducatif que le service compte mettre en œuvre;
- 2° un exemplaire des statuts ou de tout autre document probant attestant que le demandeur est constitué en association sans but lucratif ou sous une autre forme associative exclusive de la poursuite d'un gain matériel ayant la personnalité juridique. Les maisons familiales sont dispensées de cette obligation.

Art. 6. § 1er. A la demande d'agrément, est jointe une déclaration sur l'honneur du demandeur par laquelle celui-ci s'engage à :

- 1° faire couvrir par des polices d'assurance :
 - a) sa responsabilité civile. Cette police doit couvrir les dommages causés par le fait personnel du demandeur ainsi que ceux causés par les personnes et biens dont il doit répondre;
 - b) la responsabilité civile personnelle des bénéficiaires accueillis :
 - i) du chef des dommages causés par leur défaut de prévoyance ou de précaution, notamment en leur qualité de piéton ou de cycliste;
 - ii) du chef de la réparation à laquelle ils seraient condamnés en vertu de l'article 1386bis du code civil;
 - c) le dommage corporel causé aux bénéficiaires pris en charge soit par le fait d'autres mineurs accueillis, soit par l'effet d'un événement ne donnant pas lieu à responsabilité dans son chef;
- 2° accueillir les bénéficiaires dans des lieux salubres et adaptés aux objectifs éducatifs. L'ambiance dans ces lieux doit tendre à l'épanouissement des bénéficiaires et favoriser leur intégration dans la société;
- 3° porter sans délai à la connaissance des autorités de placement et de l'administration compétente en matière de protection de la jeunesse tout événement grave — décès, accident et maladie grave, fugue, incident disciplinaire sérieux entre autres;
- 4° se soumettre à l'inspection des fonctionnaires délégués à cet effet par l'Exécutif de la Communauté française.

§ 2. Il reconnaît en outre avoir pris connaissance des obligations légales visées aux articles 76 et 77 de la loi relatifs aux convictions religieuses et philosophiques et à la langue des familles auxquelles les bénéficiaires appartiennent ainsi que l'obligation au secret.

§ 3. Lorsqu'il s'agit d'un service, il s'engage également à se conformer à toutes les obligations visées dans la section 2 du présent chapitre.

Section 2. — Obligations auxquelles sont soumis les services agréés

Division 1re. Obligations relatives au projet éducatif et à la prise en charge de bénéficiaires

Art. 7. § 1er. Le projet éducatif global doit être élaboré en concertation avec l'équipe éducative. Ce projet, dont un exemplaire est remis à tous les membres du service, se fait conformément à la grille normalisée définie par le Ministre. Il doit être remis à jour lorsqu'il ne correspond plus aux pratiques éducatives du service.

§ 2. Le projet éducatif justifie de l'encadrement en personnel. Dans les services résidentiels, à partir d'une capacité agréée de quinze, l'encadrement minimum doit être équivalent à 0,45 temps plein par mineur pris en charge, dont la moitié au moins d'éducateurs. Au moins la moitié de ces derniers doit justifier d'une qualification d'éducateur classe 1.

§ 3. Le service assure en permanence une direction effective. A cet effet, pendant les heures normales d'activité, la présence sur place d'un membre du personnel est requise. Le projet éducatif mentionne les heures normales d'activité, les noms, fonctions, qualifications et lieu de travail habituel des personnes possédant la délégation voulue pour prendre les mesures en cas d'urgence et répondre de façon permanente aux demandes tant extérieures qu'intérieures. Pendant la nuit, et, à titre exceptionnel, pendant la journée, la responsabilité peut être déléguée à une personne majeure. En tout état de cause, il est indispensable qu'un responsable puisse être contacté à tout moment. Les dispositions pratiques doivent figurer au registre d'activité dont question à l'article 10, § 4.

Art. 8. Pour l'élaboration du projet éducatif dans les services résidentiels, il est tenu compte des impératifs suivants :

- 1° Le régime éducatif doit être adapté aux besoins des bénéficiaires. Toute demande d'agrément expose les méthodes pédagogiques auxquelles le service se propose de recourir. Ces méthodes font l'objet d'évaluation et de mises au point périodiques par l'équipe éducative.
- 2° Les sanctions doivent être adaptées à la personnalité du bénéficiaire et concourir à son éducation. Elles ne peuvent être ni dégradantes ni humiliantes. En aucun cas, elles ne peuvent avoir de conséquences traumatisantes. Toute correction corporelle et privation de repas sont prohibées. Le projet éducatif mentionne les sanctions qui seront éventuellement utilisées par le service. La manière dont celui-ci les aura mises en œuvre dans les cas d'espèces est indiquée dans le registre d'activités.
- 3° Un horaire prévoyant un emploi du temps équilibré doit être établi. La durée du repos notamment doit être appropriée à l'âge et aux besoins des bénéficiaires.
- 4° Les relations, avec l'extérieur notamment, doivent être encouragées dans toute la mesure du possible.
- 5° Des loisirs doivent être organisés en fonction de l'âge et des besoins des bénéficiaires.
- 6° Les bénéficiaires ne peuvent être occupés à des travaux d'entretien utiles à leur formation ou à leur éducation que pour autant que leur état physique et leurs prestations scolaires ou professionnelles le permettent.
- 7° Suivant les aptitudes du bénéficiaire, l'enseignement conforme aux règles arrêtées ou admises par le Ministère de l'Éducation nationale et la formation professionnelle doivent être assurés dans le respect des conditions de l'article 78 de la loi.
- 8° Tout bénéficiaire doit être soumis en temps utile à un examen d'orientation scolaire et professionnelle.
- 9° Les dispositions doivent être prises pour permettre au bénéficiaire l'approfondissement de sa formation morale et l'exercice de sa religion éventuelle selon ses préceptes et ses obligations conformément aux enseignements donnés à cet égard par l'autorité de placement en application de l'article 78 de la loi.
- 10° Tout bénéficiaire est soumis à un examen médical par le médecin visé à l'article 15 au plus tard dans les huit jours de son admission et ensuite au moins chaque année ou chaque trimestre suivant qu'il a plus ou moins de sept ans.
- 11° La direction doit veiller à l'exécution des prescriptions médicales et de celles résultant des examens médico-psychologiques éventuels.

12° Les normes de l'hygiène doivent être respectées : elles doivent être enseignées et appliquées aux bénéficiaires. La nourriture doit être conforme aux prescriptions de la diététique et approuvée par le médecin visé à l'article 15. Un carnet de menus est tenu à cette fin.

13° Les bénéficiaires doivent disposer d'un trousseau personnel individualisé et en bon état. Rien dans leur tenue vestimentaire ne peut les distinguer des autres mineurs. Un inventaire de ce trousseau est établi au début et à la fin de la prise en charge.

Les vêtements, le linge de corps, les chaussures, les objets de toilette et la literie doivent être propres et régulièrement entretenus.

Art. 9. Pour l'élaboration du projet éducatif des maisons familiales, il est tenu compte, en outre, des obligations suivantes :

1° Le responsable de la maison doit habiter effectivement sur place. Pour les cas d'absence, de maladie ou d'empêchement, il désigne une personne apte à le remplacer. L'identité complète de cette personne doit être transmise pour information à l'administration de la protection de la jeunesse.

2° L'exercice, par un cohabitant, d'une activité distincte de celle de la maison familiale doit être compatible avec son rôle dans celle-ci et ne peut y être une cause de trouble. Lorsqu'il participe aux activités de la maison familiale, ses prestations peuvent être prises en considération comme prestations à temps partiel.

Division 2. — Obligations relatives au personnel

Art. 10. § 1er. Les membres du personnel des services agréés ainsi que les personnes occupées régulièrement ou résidant dans les locaux ou dépendances affectés aux activités des services agréés doivent être de bonne vie et mœurs.

§ 2. L'état de santé des membres du personnel et des résidents définis au § 1er doit être exempt de tout danger pour les bénéficiaires avec lesquels ils sont en contact. Cet état doit être attesté par un médecin avant tout engagement.

Sans préjudice des dispositions de la législation sociale relatives à la médecine du travail qui leur sont applicables, les membres du personnel et résidents sont tenus de se soumettre annuellement à un examen médical.

§ 3. Les membres du personnel doivent posséder les qualités de contact et d'équilibre émotionnel nécessaires à leurs prestations et être aptes à adopter des attitudes pédagogiques adéquates et à participer à l'éducation des bénéficiaires.

§ 4. Chaque membre du personnel, à l'exception du personnel ouvrier et administratif, tiendra un registre d'activités tel qu'il est défini par le Ministre. Les membres d'une seule et même équipe éducative tiendront un seul registre pour l'ensemble de l'équipe.

Division 3. — Obligations relatives à la tenue de documents administratifs et comptables

Art. 11. Les services doivent ouvrir un dossier au nom de chaque bénéficiaire dès son arrivée. Ce dossier qui est tenu à la disposition de l'inspecteur visé à l'article 6, 2°, contient :

- a) les renseignements d'ordre administratif;
- b) le programme d'éducation, d'instruction et de traitement du bénéficiaire ainsi que les pièces relatives à son évolution dans ces domaines; il y figure de même une copie des rapports à adresser aux autorités de placement;
- c) tous renseignements concernant la santé et les examens d'orientation professionnelle et médico-psychologiques.

Le caractère confidentiel de ce dossier doit être préservé. Les documents à caractère médical ne peuvent être communiqués qu'au médecin-inspecteur délégué par le Ministre à cet effet.

Art. 12. § 1er. Les services doivent tenir une comptabilité régulière suivant le Plan Comptable Minimum Normalisé. Cette disposition n'est pas applicable si un pouvoir public est le pouvoir organisateur et, qu'à ce titre, un autre plan comptable est imposé.

§ 2. Annuellement, avant la fin du premier trimestre, ils adressent au Ministre et suivant les modalités définies par celui-ci un exemplaire des comptes annuels de l'année écoulée ainsi qu'un projet de budget pour l'exercice en cours; il y est joint soit une copie du rapport du reviseur d'entreprises qui a certifié les comptes annuels, soit une attestation d'un expert comptable externe qui les a vérifiés. En ce qui concerne les pouvoirs publics qui sont organisateurs de services, la précédente exigence est remplacée par une attestation des comptes délivrée par l'autorité compétente.

§ 3. Lorsque au terme d'un exercice, le déficit atteint ou dépasse les cinq centièmes des produits de l'année, ou si le déficit cumulé atteint ou dépasse dix centièmes des produits de l'année, le service avise le Ministre de cette situation et lui communique les moyens qu'il compte mettre en œuvre pour rétablir l'équilibre financier.

Art. 13. § 1er. Annuellement, avant la fin du premier semestre, ils adressent au Ministre, suivant les modalités définies par celui-ci, un rapport d'activités éducatives couvrant la période allant du mois de juin de l'année précédente au mois de mai de l'année en cours.

§ 2. Ce rapport fait état du nombre de prises en charge et, s'il échet, de leur répartition suivant les différents modes repris à l'article 54 du présent arrêté. Il établit les tendances de leur évolution. Eu égard au projet éducatif, il justifie l'encadrement mis en œuvre pour la réalisation de celui-ci ainsi que la manière dont les qualifications du personnel y ont contribué.

Art. 14. Un exemplaire des comptes annuels et du rapport d'activités éducatives est tenu à la disposition des membres du service qui pourront le consulter sur simple demande.

Division 4. — Obligations relatives à la supervision médicale et aux premiers soins

Art. 15. Chaque service doit avoir un médecin attitré en vue d'assurer la supervision générale des aspects médicaux et d'hygiène liés à la prise en charge des bénéficiaires.

Art. 16. Un local doit être équipé pour dispenser les soins courants. Un membre du personnel doit être capable de dispenser les premiers soins.

Le service doit disposer d'une réserve de médicaments dans une armoire fermée à clé située dans un endroit inaccessible aux bénéficiaires. Le nécessaire pour les premiers soins et les médicaments destinés aux bénéficiaires doivent également y être enfermés.

Division 5. — Obligations relatives aux bâtiments et aux installations

Art. 17. Les services résidentiels, à l'exception des services de placement familial, devront satisfaire aux conditions suivantes :

- 1° Les bâtiments et installations doivent répondre aux normes décrites à l'annexe 1 du présent arrêté;
- 2° Le nombre maximum de mineurs pouvant être hébergés doit être indiqué dans la demande d'agrément;
- 3° Les différentes maisons familiales organisées par un service ainsi que les différentes sections d'un service d'encadrement résidentiel ne peuvent être distantes de plus de quinze kilomètres du lieu de travail habituel de la personne assurant la direction effective.

Section 3. — Dispositions diverses

Art. 18. Pour les services résidentiels, l'admission de mineurs autres que les bénéficiaires est autorisée dans les limites de la capacité agréée. Ces autres mineurs ne sont toutefois pas considérés comme unités subventionnées.

Art. 19. Les dispositions du présent chapitre s'appliquent sans préjudice de l'exécution des dispositions du décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la Naissance et de l'Enfance et de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-pédagogiques pour handicapés.

CHAPITRE II. — Procédure d'agrément

Section 1er. — La commission d'agrément

Art. 20. § 1er. Pour l'exécution de l'article 3, § 2, du décret, les unions et fédérations visées à l'article précité, présentent par lettre recommandée au Ministre, dans le délai d'un mois à dater de la demande de l'Exécutif, une liste double de candidats.

§ 2. Les renseignements nécessaires à l'appréciation des candidats doivent être joints à chaque présentation.

Art. 21. § 1er. Après avoir désigné les membres effectifs, l'Exécutif nomme, suivant la même procédure, un membre suppléant pour chaque union ou fédération représentée au sein de la commission.

§ 2. L'Exécutif désigne également un suppléant pour le président de la commission ainsi que pour les membres visés à l'article 3, § 1er, 1°, 8° et 9° du décret.

§ 3. Chaque membre suppléant ne siège qu'en cas d'empêchement d'un membre effectif.

Art. 22. Si, en cours de mandat, un membre perd sa qualité de mandataire, il est procédé à son remplacement selon le même mode de désignation. Le membre ainsi nommé achève le mandat de la personne qu'il remplace.

Art. 23. § 1er. La commission a son siège au Ministère de la Communauté française. Elle se réunit sur convocation du Ministre.

§ 2. Le secrétariat de la commission est assuré par l'administration de la protection de la jeunesse.

Art. 24. § 1er. La commission délibère valablement lorsque la moitié des membres au moins sont présents.

§ 2. Les décisions sont prises à la majorité absolue des membres présents. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Art. 25. Il est interdit à tout membre de la commission d'être présent à la délibération sur tout dossier dans lequel il a un intérêt direct, soit à titre personnel, soit à titre d'administrateur ou de préposé, ou dans lesquels son conjoint, ses parents ou alliés jusqu'au troisième degré inclusivement ont pareil intérêt.

Art. 26. La commission établit son règlement d'ordre intérieur qu'elle soumet à l'approbation du Ministre.

Section 2. — Examen des demandes d'agrément

Art. 27. La demande d'agrément dont question aux articles 4 et 5, doit être introduite par le demandeur sur base d'un dossier établi à l'aide des documents délivrés à cet effet par l'administration.

Art. 28. Le secrétaire de la commission d'agrément enregistre le dépôt du dossier. Seule l'introduction de tous les documents requis donne lieu à un accusé de réception au demandeur.

Art. 29. § 1er. La commission rend son avis dans les trois mois à dater de l'accusé de réception.

§ 2. Lorsque les circonstances ne permettent pas d'apprécier tous les éléments de la cause, ce délai peut être prolongé d'une durée égale. Il en est de même lorsqu'il apparaît de l'examen de la demande que, quoique toutes les conditions d'agrément ne soient pas remplies, elles pourraient l'être au cours de ce nouveau délai.

§ 3. Lorsque l'avis n'a pas été rendu dans le délai prévu, le Ministre peut convoquer la commission d'office. Dans ce cas, celle-ci délibère valablement quel que soit le nombre de membres présents.

§ 4. Le secrétaire de la commission informe le Ministre et le demandeur de l'avis qui a été rendu.

Art. 30. Pour les demandes d'agrément concernant des particuliers, seuls les dossiers dont la conformité avec les exigences du présent arrêté ne peut être clairement établie devront faire l'objet d'un avis de la commission.

Art. 31. § 1er. Pour les demandes d'agrément concernant un service, un premier avis portant sur l'opportunité de la mise en œuvre du projet est émis par la commission.

§ 2. Dans le mois qui suit la réception de ce premier avis, le Ministre informe le demandeur et la commission de la suite qu'il réserve à la demande.

Art. 32. Si le Ministre est favorable à la mise en œuvre du projet, le demandeur doit introduire auprès de la commission les documents établissant qu'il est satisfait aux obligations fixées aux articles 10, §§ 1er et 2, et 17. Le délai pour communiquer les documents est fixé à six mois pour les services non résidentiels et à vingt-quatre mois pour les services résidentiels à dater de la décision du Ministre visée à l'article 31, § 2.

Art. 33. § 1er. Lorsque tous les documents requis sont introduits, le secrétaire en accuse réception au demandeur.

§ 2. La commission rend son deuxième avis suivant la procédure prévue à l'article 29, §§ 1er, 3 et 4.

Art. 34. Dans le mois qui suit la réception de ce deuxième avis, le Ministre informe le demandeur et la commission de la suite qui est réservée à la demande.

Art. 35. En cas de refus d'agrément, le Ministre en informe le demandeur par décision motivée. Celui-ci ne peut introduire de nouvelle demande qu'un an au moins après que le refus lui ait été signifié.

TITRE III. — L'octroi de subventions**CHAPITRE Ier. — Dispositions générales**

Art. 36. § 1er. Les subventions octroyées aux personnes et services agréés comprennent, selon les cas, une partie variable et une partie fixe.

§ 2. Les subventions sont fixées à l'annexe 3 du présent arrêté.

Section 1re. — La partie variable de la subvention

Art. 37. § 1er. La partie variable se compose de la subvention journalière pour frais ordinaires et de la subvention journalière pour frais spéciaux :

a) la subvention pour frais ordinaires couvre l'ensemble des frais inhérents à la présence du bénéficiaire notamment l'alimentation, l'habillement, le blanchissage, la réparation des chaussures, les frais pharmaceutiques courants, les objets de toilette, les frais de coiffure, les activités éducatives, la surveillance médicale, les frais de culte ou de morale laïque;

b) la subvention pour frais spéciaux couvre l'ensemble des frais de transport, des frais scolaires, des frais pour activités parascolaires, des frais de vacances, des frais de premier trousseau et l'argent de poche.

§ 2. La subvention journalière est fonction de l'âge du bénéficiaire ainsi que de la personne ou du service qui assure sa prise en charge.

§ 3. Le Ministre détermine les frais spéciaux exceptionnels qui peuvent être accordés en plus de la subvention forfaitaire et la procédure de liquidation de ceux-ci.

Art. 38. La liquidation de la partie variable de la subvention se fait mensuellement et à terme échu sur base des listes de présence de bénéficiaires communiquées à l'administration de la protection de la jeunesse.

Cette liste mentionnera également le nombre de journées de présence des mineurs non bénéficiaires.

Section 2. — La partie fixe de la subvention

Art. 39. § 1er. La partie fixe se compose d'une subvention forfaitaire pour frais de personnel et d'une subvention forfaitaire pour frais de fonctionnement; elle est fixée en prenant en considération les caractéristiques du service et la capacité subventionnée.

§ 2. Au mois d'octobre de chaque année, le Ministre arrête la capacité subventionnée de l'année suivante et communique sa décision au service concerné. Elle est fixée en fonction du nombre de prises en charge pendant la période à laquelle se réfère le rapport annuel d'activités éducatives dont question à l'article 13.

Art. 40. § 1er. La capacité subventionnée est égale à la capacité agréée lorsque, au cours de la période de référence dont question à l'article précédent, le taux d'occupation du service résidentiel est égal ou supérieur :

a) à septante centièmes de la capacité agréée pour les maisons familiales et les services d'une capacité de moins de quinze;

b) à quatre-vingts centièmes de la capacité agréée pour les services organisant des maisons familiales et pour les services à partir d'une capacité de quinze;

c) à quatre-vingt-cinq centièmes de la capacité agréée pour les autres services à partir d'une capacité de soixante.

§ 2. Dans les autres cas, la capacité subventionnée est égale à l'occupation moyenne de la période de référence augmentée de dix centièmes. Le nombre ainsi obtenu est, s'il échet, arrondi à l'unité supérieure.

§ 3. Lorsque, pendant deux années consécutives, la capacité subventionnée est inférieure à la capacité agréée, le Ministre peut, après avoir pris l'avis de la commission d'agrément, fixer la nouvelle capacité agréée.

Art. 41. Pour les services de placement familial, la capacité subventionnée correspond au nombre moyen de mineurs pris en charge pendant la période de référence.

Art. 42. § 1er. Lorsqu'il agréé un service non résidentiel, le Ministre fixe sa capacité subventionnée.

§ 2. Pour les centres d'orientation éducative, celle-ci est vingt-quatre, quarante ou soixante. Chaque service doit réaliser un nombre minimum de prises en charge pendant la période de référence. Ce nombre est fixé respectivement à dix-huit, trente et quarante-huit.

§ 3. Pour les services organisant des prestations éducatives ou philanthropiques, celle-ci est vingt-huit, quarante-huit ou septante-cinq. Chaque service doit réaliser un nombre minimum de prises en charge pendant la période de référence. Ce nombre est fixé respectivement à dix-huit, trente-huit et soixante-quatre.

§ 4. Pour les services de protutelle, la capacité subventionnée est fixée au nombre de protutelles encadrées pendant la période de référence.

A. La subvention forfaitaire pour frais de personnel

Art. 43. § 1er. Pour chaque service, des normes de référence permettent d'établir le nombre d'emplois à prendre en considération pour le calcul de la subvention forfaitaire pour frais de personnel. Ces normes figurent en annexe 4 du présent arrêté.

§ 2. Pour chaque service résidentiel, un montant forfaitaire sert de base au calcul de la subvention. Il s'agit du quotient de la masse salariale provisionnelle totale prise en considération en 1986 — ou de la masse salariale subventionnée dans le cas des services de placement familial et services organisant des maisons familiales — par le nombre d'emplois auxquels elle se réfère. Le cas échéant, cette masse salariale sera adaptée pour tenir compte de la modification de certains barèmes.

§ 3. Pour chaque service non résidentiel, un montant forfaitaire sert de base au calcul de la subvention. Il s'agit du quotient de la masse salariale provisionnelle totale prise en considération en 1987 par le nombre d'emplois auxquels elle se réfère. Le cas échéant, la masse salariale sera adaptée pour tenir compte des exigences du présent arrêté et de la modification de certains barèmes.

§ 4. La subvention forfaitaire pour frais de personnel est le produit du nombre d'emplois à prendre en considération par le montant forfaitaire.

§ 5. Chaque année la subvention forfaitaire pour frais de personnel peut être adaptée sur la base d'un coefficient fixé par le Ministre.

Art. 44. § 1er. La subvention forfaitaire pour frais de personnel n'est allouée à titre définitif que si elle est justifiée par la production des pièces justificatives requises par l'administration. La partie de la subvention qui ne serait pas justifiée constitue un indu remboursable.

§ 2. Est également admis comme justification de la subvention pour frais de personnel, sur base de factures dûment établies, le paiement des prestations de personnes ou de sociétés de services lorsqu'elles accomplissent des tâches administratives ou comptables nécessaires au bon fonctionnement du service ou au respect des conditions d'agrément.

§ 3. Ne sont toutefois pas prises en considération pour la justification de la subvention pour frais de personnel, les rémunérations allouées aux membres du personnel qui font partie du conseil d'administration ou de l'organe de contrôle équivalent.

B. La subvention forfaitaire pour frais de fonctionnement

Art. 45. La subvention forfaitaire pour frais de fonctionnement est le produit de la capacité subventionnée par le montant prévu à l'annexe 3 pour la catégorie à laquelle appartient le service. Elle couvre notamment les frais de literie, lingerie, les assurances, les produits d'entretien, l'entretien des locaux, l'eau, le gaz, l'électricité et les combustibles, les frais de bureau et les frais de déplacement de service, la charge comptabilisée pour l'amortissement des immeubles dont le service est propriétaire ou la location des immeubles qu'il occupe ainsi que l'amortissement du mobilier et du matériel.

C. Dispositions relatives à l'ensemble de la subvention forfaitaire

Art. 46. § 1er. Lorsqu'en application de l'article 18 le service accueille des mineurs non bénéficiaires, l'ensemble de la subvention forfaitaire est réduite proportionnellement à l'occupation résultant de la prise en charge de bénéficiaires. Elle est fixée provisoirement sur base de la situation durant la période de référence citée à l'article 39, § 2.

§ 2. L'ensemble de la subvention forfaitaire est attribué aux services à concurrence d'un douzième par mois.

§ 3. En cas de modification de la capacité agréée pendant l'année, la capacité subventionnée peut être adaptée en conséquence. Dans ce cas, le montant de la subvention forfaitaire à octroyer à partir de cette modification jusqu'à la fin de l'année est également revu.

Art. 47. § 1er. Le Ministre, après avoir pris l'avis de l'organe de concertation, procède :

1° à l'adaptation de la capacité subventionnée lorsque le service justifie avoir été empêché de fonctionner normalement par l'effet d'événements calamiteux, cas fortuit ou toute autre circonstance de force majeure;

2° à l'adaptation de la subvention pour frais de personnel d'un service lorsque, en raison de l'évolution de l'ancienneté et de la qualification de son personnel, le mode de calcul de cette subvention lui est particulièrement préjudiciable;

3° à la fixation provisoire de la capacité subventionnée et de la subvention forfaitaire pour frais de personnel de nouveaux services agréés jusqu'au moment où elle pourra être déterminée comme prévu à l'article 39, § 2, du présent arrêté.

§ 2. L'adaptation de la subvention forfaitaire pour frais de personnel en application du § 1, 2°, n'est accordée qu'aux services justifiant d'un taux d'occupation égal ou supérieur aux taux dont question à l'article 40.

Art. 48. Le rapport annuel d'activités éducatives visé à l'article 13 établit la justification des demandes d'adaptation introduites en application de l'article précédent.

Section 3. — Dispositions relatives à l'ensemble de la subvention

Art. 49. Toute dépense effectuée doit pouvoir être justifiée. Les preuves de paiement doivent être tenues à la disposition de l'administration.

Art. 50. Les subventions allouées sont diminuées à concurrence des subventions qui sont versées par d'autres pouvoirs publics. Il n'est toutefois tenu compte de celles-ci que dans la mesure où elles ont été versées pour couvrir les dépenses déjà prises en considération pour la fixation des subventions allouées.

Art. 51. Il n'est compté qu'une seule journée d'entretien pour le jour de l'entrée et celui de la sortie du bénéficiaire pris en charge en vertu de la loi, cette journée est celle de l'entrée.

Art. 52. § 1er. Sans préjudice des dispositions de l'article 72 de la loi, les subventions allouées aux particuliers et aux services sont diminuées de la participation salariale des bénéficiaires lorsqu'ils travaillent.

§ 2. Les subventions allouées aux particuliers sont diminuées des allocations familiales perçues du chef des bénéficiaires. Le complément d'allocations octroyées du chef de bénéficiaires handicapés n'entre cependant pas en ligne de compte pour le calcul du montant à déduire des subventions.

CHAPITRE II. — Dispositions particulières

Section 1re. — Encadrement par des particuliers

Art. 53. Les particuliers visés à l'article 4 du présent arrêté peuvent obtenir une subvention journalière.

Cette subvention n'est pas allouée si le nombre total de personnes accueillies dans la famille moyennant subvention à charge ou non des pouvoirs publics est supérieur à trois, sauf s'il s'agit uniquement des membres d'une même fratrie.

Section 2. — Modes résidentiels de prise en charge subventionnés

Art. 54. § 1er. Les différents modes résidentiels de prise en charge sont :

1° l'hébergement;

2° ou ensuite de celui-ci :

a) l'internat scolaire;

b) la chambre d'étudiant;

c) le logement supervisé;

d) l'essai de réinsertion dans le milieu de vie.

§ 2. Pendant la période de référence, le total de journées de prises en charge telles que définies au § 1, 2°, ne pourra dépasser le quart du nombre de journées possibles, ni l'équivalent de quinze prises en charge quotidiennes.

§ 3. Les prises en charge visées au § 1, 2°, sont subordonnées à la double condition de l'approbation de l'autorité de placement et de l'accord du bénéficiaire sur les modalités élaborées par la direction du service. Ces modalités et ces consentements seront consignés dans un écrit dont copie sera délivrée à l'autorité de placement, au bénéficiaire et à l'administration.

§ 4. Cet écrit précisera le lieu où habitera le bénéficiaire; il pourra, suivant sa personnalité et le projet éducatif individuel, soit habiter seul soit en groupe. S'il s'agit d'un logement supervisé, ce groupe ne pourra comprendre plus de trois bénéficiaires.

§ 5. La prise en charge telle que définie au § 1er, 2°, c et d, peut être organisée :

1° dans l'arrondissement judiciaire où le service a son siège;

1° en dehors de l'arrondissement judiciaire, dans un rayon de quinze kilomètres du lieu de travail habituel ou de résidence du membre de l'équipe éducative chargé de la prise en charge.

Il ne peut être dérogé à la présente disposition que, lorsqu'en raison des moyens de communication, une distance plus importante ne compromet pas la possibilité d'une intervention rapide. Une telle dérogation nécessite l'approbation de l'autorité de placement et de l'administration.

§ 6. Les prises en charge telles que définies au § 1er, 2°, c et d, ne peuvent dépasser six mois. Elles peuvent être prorogées deux fois sans dépasser une durée totale de dix-huit mois.

§ 7. Les bénéficiaires en logement supervisé doivent être âgés d'au moins seize ans accomplis. Ils doivent disposer d'une garantie de ressources suffisantes pour subvenir à leurs besoins matériels.

Section 3. — Encadrement non résidentiel

Art. 55. Les services non résidentiels agréés obtiennent une subvention forfaitaire pour frais de fonctionnement et de personnel. Dans les cas à déterminer par le Ministre, ils peuvent également obtenir une subvention pour couvrir certains frais spéciaux.

CHAPITRE III. — Procédure de concertation

Art. 56. Il est instauré un organe de concertation en matière de protection de la jeunesse. Cet organe est chargé d'informer le Ministre en matière de subventions des personnes et services agréés.

Il se prononcera sur les règles générales d'octroi de subventions les projets de modification de celles-ci et sur leur application au sein des services ou organismes qu'ils représentent.

Art. 57. Cet organe de concertation est composé de :

- a) un représentant des pouvoirs organisateurs des services de placement familial;
- b) quatre représentants des pouvoirs organisateurs des personnes ou services assurant des mesures d'encadrement résidentiel dont un au moins représente les maisons familiales;
- c) deux représentants des pouvoirs organisateurs des services assurant des mesures d'encadrement non résidentiel;
- d) sept représentants des différentes catégories de personnes travaillant dans les institutions ou services agréés;

e) deux membres désignés par l'administration de la protection de la jeunesse;

f) un délégué du Ministre qui a la protection de la jeunesse dans ses attributions.

Art. 58. § 1er. L'organe de concertation est présidé par le délégué du Ministre.

§ 2. Les membres cités aux points a à d et leurs suppléants sont nommés par le Ministre, sur une liste double présentée par les associations et organisations représentatives pour un terme renouvelable de quatre ans. Eu égard au caractère paritaire de l'organe de concertation, eux seuls disposent d'une voix délibérative.

Ils bénéficient d'une allocation de cinq cents francs par séance et des frais de route et de séjour suivant les règles en vigueur.

§ 3. Les membres de l'Administration donnent aux autres membres les informations nécessaires à l'examen du dossier. Après la délibération, ils font part de leur avis qui est joint au dossier transmis au Ministre.

Art. 59. Si, en cours de mandat, un membre perd sa qualité de mandataire, il est procédé à son remplacement selon le même mode de désignation. Le membre ainsi nommé achève le mandat de la personne qu'il remplace.

TITRE IV. — Dispositions particulières, abrogatoires, transitoires et finales

CHAPITRE Ier. — Dispositions particulières

Art. 60. Lorsque le prix de journée des services est fixé par un autre département ministériel ou par un organisme visé par la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public selon un mode de calcul différent de celui déterminé par le présent arrêté, le montant de la subvention journalière allouée pour des bénéficiaires pris en charge en vertu de la loi est égal à ce prix.

Art. 61. Si la mise en œuvre d'un projet éducatif original ou particulier le requiert, le Ministre détermine par arrêté délibéré en Exécutif :

a) après avoir pris l'avis de la commission d'agrément, les dispositions particulières d'agrément qui devront être respectées;

b) après avoir pris l'avis de l'organe de concertation :

1. les normes de référence pour le calcul du subside forfaitaire pour frais de personnel;
2. la subvention forfaitaire pour frais de fonctionnement;
3. les frais spéciaux à prendre en considération.

Ces dispositions font l'objet d'une convention avec le service concerné.

Art. 62. Les personnes et services agréés peuvent également apporter leur concours à l'application du Titre Ier de la loi par une aide résidentielle aux mineurs. Dans ces cas, les mineurs pris en charge sont également considérés comme bénéficiaires.

Art. 63. Les services visés à l'article 60 sont dispensés de demander leur agrément lorsqu'ils apportent leur concours à l'exécution de la loi sans être agréés à cet effet.

CHAPITRE II. — Dispositions abrogatoires

Art. 64. § 1er. Est abrogé l'arrêté de l'Exécutif du 12 mars 1987 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant l'encadrement de mesures pour la protection de la jeunesse.

§ 2. Est abrogé, pour la Communauté française, l'arrêté royal du 27 avril 1977 réglant l'octroi de subventions aux services de protutelle de mineurs d'âge auxquels s'applique la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse.

CHAPITRE III. — *Dispositions transitoires*

Art. 65. § 1er. Peuvent bénéficier d'une subvention journalière sans être agréés, les particuliers :

1° qui, à la date du 31 août 1975, hébergeaient quatre ou cinq mineurs placés en vertu de la loi, et ce jusqu'au départ normal de ceux-ci, pour autant qu'ils n'en accueillent pas de nouveaux en remplacement;

2° qui, à la date du 1er janvier 1987, hébergeaient un ou plusieurs mineurs en application des dispositions réglementaires précédentes, et ce jusqu'au départ normal de ceux-ci, pour autant qu'ils n'en accueillent pas de nouveaux en remplacement.

§ 2. Peuvent également bénéficier d'une subvention journalière, les particuliers qui soit ont entamé au cours de l'année 1987, soit entament avant le 31 mars 1988, les démarches nécessaires en vue de leur agrément. Les effets de cette disposition cessent dès lors qu'ils se voient signifier un refus d'agrément.

Art. 66. § 1er. Les services résidentiels agréés en vertu de la loi avant l'entrée en vigueur du décret sont de plein droit agréés pour autant que dans le délai de six mois à dater de l'entrée en vigueur de celui-ci, ils apportent la preuve qu'ils se conforment aux dispositions nouvelles prévues par le présent arrêté. Ils conservent leur capacité agréée nonobstant les dispositions de l'article 3, 2°, a et d.

§ 2. Les services résidentiels qui assurent, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, l'encadrement de mesures sans être agréés disposent d'un délai de trois mois à dater de la publication de celui-ci pour se conformer aux conditions générales d'agrément prévues par le présent arrêté. La tolérance de ces services résidentiels en vertu des dispositions précédentes est prolongée pendant ce délai pour permettre au Ministre de statuer sur les demandes d'agrément de ces services.

Art. 67. Les services de protutelle bénéficiant de subventions dans le cadre des dispositions réglementaires précédentes, sont de plein droit agréés pour autant que dans le délai de six mois à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, ils apportent la preuve qu'ils se conforment aux dispositions nouvelles prévues par celui-ci. Toutefois, les dispositions relatives à l'introduction du Plan Comptable Minimum Normalisé seront d'application au 1er janvier 1989.

Art. 68. § 1er. Les services non résidentiels conventionnés en 1987 en application des dispositions réglementaires précédentes sont de plein droit agréés au 1er janvier 1988 pour autant que, à cette date, ils aient fait la preuve qu'ils se sont conformés à l'ensemble des exigences réglementaires.

§ 2. Pour l'année 1988, si ce service a réalisé le nombre minimum de prises en charge fixé par les dispositions réglementaires précédentes, la masse salariale allouée est calculée sur base du nombre d'emplois pour lesquels une subvention a été accordée en 1987. Si ce nombre minimum n'est pas atteint, le Ministre détermine le nombre d'emplois à prendre en considération.

§ 3. Lorsqu'au moins un travailleur du service est licencié en sciences humaines, ce service est dispensé, jusqu'au départ naturel de celui-ci, de satisfaire à l'obligation fixée à l'annexe 4B du présent arrêté et relative à la qualification dudit licencié.

Art. 69. Les membres de l'organe de concertation créé en application des dispositions réglementaires précédentes continuent à exercer leur mandat jusqu'au terme initialement prévu.

Art. 70. En attendant la mise en place du conseil communautaire de l'aide à la jeunesse :

1° la commission d'agrément ne comprendra, outre le président, que les membres prévus à l'article 3, § 1er, 2° à 9°, du décret;

2° les critères de programmation dont question à l'article 3, § 3, 2e alinéa du décret tiennent comptent des règles établies antérieurement.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 71. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1988.

Art. 72. Le Membre de l'Exécutif qui a la protection de la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 décembre 1987.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre-Président de la Communauté française,

Ph. MONFILS

Le Ministre des Affaires sociales de la Communauté française,

E. POULLET

Annexes

Annexe 1. — *Normes relatives aux bâtiments et aux installations des services résidentiels à l'exception des services de placement familial*

1° Les bâtiments doivent être convenablement entretenus. Ils doivent être chauffés; toute humidité doit être combattue

2° Les mesures nécessaires doivent être prises pour prévenir et combattre l'incendie ainsi que pour assurer l'évacuation en cas de sinistre. L'existence de ces mesures doit être constatée et attestée par un rapport du service communal ou régional territorialement compétent.

3° Un éclairage électrique suffisant doit être prévu dans chaque local. Un éclairage de secours est obligatoire dans les lieux où plus de vingt mineurs sont hébergés.

4° Une eau potable de bonne qualité doit être disponible à volonté. Dans les endroits où il n'existe pas de distribution d'eau, une analyse doit être effectuée au moins annuellement par les services provinciaux de l'hygiène.

5° Les installations sanitaires doivent être adaptées à l'âge des mineurs et comprendre au minimum :

a) un W.C. par 10 mineurs et un W.C. supplémentaire chaque fois que la dizaine est dépassée; ces installations doivent être à proximité des locaux de jour et des locaux de nuit et comporter des lave-mains;

b) un bain ou une douche par 10 mineurs;
 c) un lavabo à eau courante par 3 mineurs;
 les lavabos des filles de plus de douze ans doivent être installés dans des cabines individuelles pourvues d'un bidet par 15 mineurs.

Si des mineurs des deux sexes sont hébergés, les installations sanitaires doivent être distinctes.

6° L'équipement ménager dont ils disposent doit être suffisant et en bon état.

7° Le nombre maximum de mineurs pouvant être hébergés ne peut dépasser celui que l'espace, les aménagements et la destination des locaux permettent, compte tenu de ce que les dortoirs ou chambres à coucher doivent être pourvus d'une aération directe et avoir les dimensions minimales suivantes :

a) surface par lit pour enfants de 3 ans ou moins : 3 m²;

b) surface par lit pour enfants de plus de 3 ans : 5 m²;

c) surface par lit pour enfants de plus de 10 ans : 6 m²;

d) surface des chambres individuelles : 6 m².

8° Chaque enfant doit disposer d'un lit individuel, d'une chaise ou d'un porte-manteau pour y déposer ses effets de jour et d'une surface de rangement ou, s'il a plus de douze ans, d'une armoire.

Les lits superposés de deux niveaux maximum sont tolérés à titre exceptionnel s'ils offrent une sécurité suffisante. Les lits doivent être espacés d'au moins 0,8 m ou de 1,2 m s'il s'agit de lits superposés; dans ce dernier cas, un volume de 14 m³ par occupant doit être respecté.

9° Sauf si chaque mineur dispose d'une chambre individuelle, il doit être prévu un local pour l'isolement des malades, à raison d'un lit par 25 mineurs.

10° Si des garçons et des filles de plus de 10 ans sont accueillis, les dortoirs, chambres à coucher et locaux d'isolement réservés aux uns et aux autres doivent être nettement séparés.

11° Le service doit disposer de locaux exclusivement réservés au séjour. Ils doivent avoir une superficie de 4 m² au moins par mineur accueilli et être pourvus d'une aération directe.

12° Les locaux de logement et de séjour du personnel doivent être distincts de ceux destinés aux mineurs. Un local proche des dortoirs ou chambres de ces derniers doit permettre d'assurer la surveillance de nuit.

Annexe 2. — Dispositions relatives aux documents probants

1. Les documents suivants sont à joindre à la demande d'agrément :

I. Pour les particuliers :

1° un certificat de bonne vie et mœurs pour lui-même et chaque personne avec qui le bénéficiaire résidera;

2° une attestation établie par un médecin pour lui-même et chaque personne avec qui le bénéficiaire résidera certifiant que leur état de santé est exempt de tout danger pour le bénéficiaire;

3° une déclaration sur l'honneur du demandeur par laquelle celui-ci s'engage à respecter les dispositions prévues à l'article 6, § 1er, du présent arrêté;

Les particuliers visés à l'article 4, § 2, doivent uniquement souscrire l'engagement de se soumettre aux dispositions de l'article 6, §§ 1er et 2 du présent arrêté.

II. Pour les services :

1° pour obtenir le premier avis sur l'opportunité de la mise en œuvre du projet :

a) le projet éducatif que le service compte mettre en œuvre;

b) un exemplaire des statuts ou de tout autre document probant attestant que le demandeur est constitué en association sans but lucratif ou sous une autre forme associative exclusive de la poursuite d'un gain matériel ayant la personnalité juridique. Les maisons familiales sont dispensées de cette obligation.

2° pour obtenir le deuxième avis :

a) une déclaration sur l'honneur du demandeur par laquelle celui-ci s'engage à respecter les dispositions prévues à l'article 6, § 1er, du présent arrêté et à se conformer à toutes les obligations qui le concernent;

b) les documents nécessaires pour établir qu'il est satisfait aux obligations fixées à l'article 32 du présent arrêté;

c) une attestation récente émanant d'un service public de lutte contre l'incendie qui certifie que les conditions prévues à l'annexe 1, 2°, sont bien remplies.

Toute modification ultérieure de données fournies lors de l'introduction de la demande doit être notifiée à l'administration.

2. Pour les services, les documents suivants sont à tenir à la disposition du service d'inspection de l'administration :

a) les certificats de bonne vie et mœurs des membres du personnel et de toute personne occupée régulièrement ou résidant dans le service;

b) le certificat médical annuel prévu pour chaque membre du personnel et pour toute personne occupée régulièrement ou résidant dans le service;

c) les copies des diplômes, brevets, certificats et attestations relatifs aux études effectuées, aux cours de perfectionnement suivis, aux fonctions antérieures exercées et à la durée de celles-ci;

d) la convention entre le service et le médecin attitré;

e) le ou les registres d'activité;

f) le dossier complet de chaque bénéficiaire;

g) les rapports d'analyse de l'eau s'ils sont requis en application de l'annexe 1er, 4°.

Annexe 3. — Fixation de la subvention journalière et des frais de fonctionnement

I. MESURES D'ENCADREMENT RESIDENTIEL

1. Partie variable :

1° subvention journalière pour frais ordinaires :

a) aux familles d'accueil :

137 francs par bénéficiaire de moins de trois ans;

146 francs par bénéficiaire de plus de trois ans et de moins de douze ans;

156 francs par bénéficiaire de douze ans et plus;

- b) aux maisons familiales et autres services :
 - 67,50 francs par bénéficiaire de moins de trois ans;
 - 82 francs par bénéficiaire de plus de trois ans et de moins de douze ans;
 - 99 francs par bénéficiaire de douze ans et plus;
- 2° subvention journalière forfaitaire pour frais spéciaux :
 - a) aux familles d'accueil :
 - 3,50 francs par bénéficiaire de moins de trois ans;
 - 6 francs par bénéficiaire de plus de trois ans et de moins de douze ans;
 - 15 francs par bénéficiaire de douze ans et plus;
 - b) aux maisons familiales et autres services :
 - un forfait journalier égal au quotient du montant des dépenses correspondantes en 1986, ou pendant la première année civile complète de fonctionnement pour les services créés à partir de 1987, par le nombre de journées de présence de bénéficiaires durant cette année;
 - c) aux nouveaux services agréés jusqu'au terme de la deuxième année civile de fonctionnement ainsi que pour les mineurs ouvrant le droit à une subvention en application de l'article 60 du présent arrêté :
 - 8 francs par bénéficiaire de moins de trois ans;
 - 10,50 francs par bénéficiaire de plus de trois ans et de moins de douze ans;
 - 19,50 francs par bénéficiaire de douze ans et plus.
- 2. Partie fixe :
 - subvention forfaitaire pour frais de fonctionnement :
 - a) pour les services de placement familial :
 - Les frais de fonctionnement des services de placement familial donnent lieu à une subvention forfaitaire de 7 300 francs par an et par unité subventionnée;
 - b) pour les maisons familiales :
 - Les frais de fonctionnement des maisons familiales donnent lieu à une subvention forfaitaire de 27 192,5 francs par an et par unité subventionnée lorsqu'elles sont organisées par un service et de 21 717,5 francs par an et par unité subventionnée dans le cas contraire.
 - c) pour les services organisant des maisons familiales :
 - Les frais de fonctionnement des services organisant des maisons familiales donnent lieu à une subvention forfaitaire de 730 francs par an et par unité subventionnée.
 - d) pour les autres services :
 - La subvention forfaitaire pour frais de fonctionnement est fixée à 27 192,5 francs par an et par unité subventionnée.

II. MESURES D'ENCADREMENT NON RESIDENTIEL

subvention forfaitaire pour frais de fonctionnement :

1° Centres d'orientation éducative :

La subvention forfaitaire pour frais de fonctionnement est fixée à :

- a) pour une capacité subventionnée de 24 : 208 430 francs par an;
- b) pour une capacité subventionnée de 40 : 223 590 francs par an;
- c) pour une capacité subventionnée de 60 : 284 220 francs par an;

2° Services organisant des prestations éducatives ou philanthropiques :

- a) pour une capacité subventionnée de 28 : 208 430 francs par an;
- b) pour une capacité subventionnée de 48 : 223 590 francs par an.
- c) pour une capacité subventionnée de 75 : 284 220 francs par an.

3° Services de protutelle :

Le montant de la subvention est limité aux dépenses réelles, en ce compris d'éventuels frais de personnel administratif, et ne peut dépasser une somme de maximum 8 francs par jour et par protutelle exercée.

Ces montants sont rattachés à l'indice-pivot 114,2

Pour tous ces montants, il est fait application de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants, modifiée par les arrêtés subséquents.

Annexe 4. — Normes de référence prises en considération pour le calcul du subside forfaitaire pour frais de personnel

A. Services résidentiels :

- 1° Maisons familiales et services résidentiels d'une capacité agréée de moins de quinze :
 - 1 éducateur par 3 u.s. avec un minimum de 2 (1);
 - 1/2 entretien par 5 u.s. avec un minimum de 1/2 (1).
- 2° Services de placement familial :
 - 1/2 assistant social par 15 u.s. avec un minimum de 1/2;
 - 1/4 administratif par 15 u.s. avec un minimum de 1/4;
 - 1/4 directeur par 45 u.s. avec un maximum de 1;
 - 1/4 psychologue par 45 u.s. avec un maximum de 1 (1);
 - 1/4 médecin par 60 u.s. avec un maximum de 1 (1).
- 3° Services organisant des maisons familiales (2) :
 - 1 directeur;
 - 1/2 assistant social par 15 u.s.;
 - 1/2 administratif par 15 u.s.

4° Autres services résidentiels à partir d'une capacité agréée de quinze :

- 1 directeur;
- 1 éducateur par 3 u.s.;
- 1/2 entretien par 5 u.s.;
- 1/2 psycho-social par 15 u.s.;
- 1/2 administratif par 15 u.s.;
- 1/4 infirmier par 30 u.s.

5° Autres services résidentiels à partir d'une capacité agréée de soixante :

- 1 responsable de la coordination générale (1);
- 1 responsable pédagogique (1);
- 1 responsable administratif (1);
- 1 éducateur par 3 u.s.;
- 1/2 entretien par 5 u.s.;
- 1/2 psycho-social par 15 u.s.;
- 1/2 administratif par 15 u.s.;
- 1/4 infirmier par 30 u.s.

B. Services non résidentiels :

1° Centres d'orientation éducative

1 coordinateur;

1 rédacteur et en plus :

a) pour une capacité subventionnée de 24 :

- 1 licencié en psychologie appliquée ou en sciences psychologiques (4) ou, suivant le projet éducatif,
- 1 travailleur social (3)

b) pour une capacité subventionnée de 40 :

- 1 licencié en psychologie appliquée ou en sciences psychologiques (4)
- 1 travailleur social

c) pour une capacité subventionnée de 60 :

- 1 licencié en psychologie appliquée ou en sciences psychologiques (1)
- 2 travailleurs sociaux

2° Services organisant des prestations éducatives ou philanthropiques

1 coordinateur

1 rédacteur et en plus :

a) pour une capacité subventionnée de 28 :

- 1 licencié en droit ou en criminologie (4) ou, suivant le projet éducatif, 1 travailleur social (3)

b) pour une capacité subventionnée de 48 :

- 1 licencié en droit ou en criminologie (4)
- 1 travailleur social

c) pour une capacité subventionnée de 75 :

- 1 licencié en droit ou en criminologie (1)
- 2 travailleurs sociaux

3° Services de protutelle

1/60 d'assistant social par bénéficiaire placé en famille sans frais;

1/100 d'assistant social par bénéficiaire placé en famille avec frais;

1/200 d'assistant social par bénéficiaire pris en charge par un service agréé.

Utilisation et justification du forfait pour frais de personnel :

1° L'utilisation de la subvention forfaitaire pour frais de personnel peut être justifiée par le paiement de rémunérations calculées suivant les échelles de barèmes reprises à l'annexe 5 du présent arrêté ainsi que les charges patronales légales et des avantages complémentaires accordés en vertu des C.C.T. sectorielles.

2° Pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire sont seuls admissibles les services prestés effectivement, ainsi que ceux assimilables à des services effectifs en vertu de la législation sociale.

3° Seuls les services prestés à partir de l'âge fixé pour chaque fonction à l'annexe 5 du présent arrêté sont pris en considération pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire.

Pour le personnel de direction, les prestations antérieures dans des fonctions autres que celles de direction ne sont prises en considération qu'à concurrence de septante-cinq centièmes pour déterminer l'ancienneté pécuniaire.

4° Les documents suivants sont requis en vue de prouver la réalité des prestations invoquées :

a) l'attestation de l'employeur précisant la fonction occupée, la période exacte des prestations, l'horaire hebdomadaire presté;

b) l'attestation relative aux versements effectués auprès d'une caisse de pension ou d'un organisme de sécurité sociale;

c) tout autre document justificatif éventuellement requis par l'administration.

5° Certaines dépenses en frais de personnel ne sont pas prises en considération :

a) les rémunérations payées à des membres du personnel n'ayant pas la qualification fixée à l'annexe 5 du présent arrêté;

b) la partie des rémunérations et des charges patronales légales qui dépasse les montants pris en charge par les pouvoirs publics pour un horaire complet à l'exception des prestations dans l'enseignement de promotion sociale organisé en faveur des membres du personnel des services visés par le présent arrêté; à titre transitoire, les cumuls à charge des pouvoirs publics existant avant le 1er août 1975 sont tolérés jusqu'à leur fin normale;

c) les rémunérations allouées aux éducateurs chefs de groupe, membres du personnel exerçant cette fonction au 1er janvier 1987, peuvent être prises en considération jusqu'au départ de ceux-ci suivant le barème

232 140 — 361 884

3/1 × 3 816

1/2 × 3 816

1/2 × 5 088

2/2 × 10 176

10/2 × 8 904

6° En vue de déterminer l'indu remboursable tel que prévu à l'article 44, § 1er, les dépenses réelles justifiées en frais de personnel sont réduites proportionnellement à l'occupation résultant de la prise en charge de bénéficiaires lorsque d'autres mineurs sont pris en charge;

7° En cas de cessation d'activité, les charges de préavis sont subsidiées uniquement lorsqu'elles correspondent à des prestations effectives;

8° Lorsque le service alloue des avantages complémentaires à ceux prévus par des C.C.T. sectorielles, il doit justifier de recettes propres d'un montant équivalent.

(1) l'avance de la masse salariale correspondante ne sera faite qu'en cas de recrutement effectif du personnel dont question — U.S. : unité subventionnée;

(2) outre le personnel auquel peut prétendre chaque maison familiale à titre individuel;

(3) travailleur social : éducateur classe 1 ou assistant social;

(4) au moins un emploi mi-temps devra être confié à un licencié répondant aux qualifications exigées.

Annexe 5. — *Conditions de qualification et échelles barémiques de rémunération du personnel justifiant l'octroi de la subvention forfaitaire*

A. Personnel éducateur :

1. Educateur classe 1 (20 ans) :

- un diplôme ou certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur pédagogique, social ou paramédical, au moins de type court, de plein exercice ou de promotion sociale;
- est assimilé à cette qualification, l'éducateur de la classe 2a ou 2b qui était en fonction au 1er septembre 1966 à condition de compter respectivement dix et quinze années de service comme éducateur au 21 décembre 1974.

Barème : 190 800 — 311 640
 3/1 × 3 816
 1/2 × 3 816
 1/2 × 5 088
 2/2 × 10 176
 9/2 × 8 904

2. Educateur classe 2 (20 ans) :

- les éducateurs de la classe 2 qui réunissent les conditions requises pour accéder à la classe 2a et étaient en service le 7 septembre 1976 peuvent continuer à bénéficier de la rémunération prévue antérieurement pour la classe 2 lorsque le montant de celle-ci s'avère plus avantageux que celui attaché à l'échelle barémique de la classe 2a.

Barème : 172 992 — 223 872
 3/1 × 3 816
 1/2 × 3 816
 7/2 × 5 088

3. Educateur classe 2a (20 ans) :

- un diplôme ou certificat de fin d'études à orientation pédagogique, sociale ou paramédicale, au moins du niveau de l'enseignement technique secondaire supérieur, de plein exercice ou de promotion sociale;
- un brevet d'infirmier ou d'assistant en nursing;
- un brevet de puéricultrice pour autant que celle-ci s'occupe d'enfants de 0 à 6 ans.

Barème : 172 992 — 247 404
 3/1 × 3 180
 4/2 × 3 816
 8/2 × 5 088
 1/2 × 8 904

4. Educateur classe 2b (20 ans) :

- un diplôme ou certificat de fin d'études au moins du niveau de l'enseignement secondaire supérieur général ou technique;
- est assimilé à cette qualification, l'éducateur de la classe 3 qui était en fonction au 1er septembre 1966 à condition de compter cinq années de service comme éducateur au 21 décembre 1974.

Barème : 185 360 — 241 680
 3/1 × 3 816
 1/2 × 3 816
 12/2 × 5 088

5. Educateur classe 3 (18 ans) :

- un brevet délivré par un établissement d'enseignement professionnel secondaire supérieur ou de l'enseignement secondaire inférieur général, technique ou artistique;
- est assimilé à cette qualification, le personnel qui comptait trois années de service comme éducateur au 21 décembre 1974 de même que le personnel éducateur en service au 15 septembre 1975 et possédant à cette date un certificat ou un brevet de l'enseignement professionnel inférieur.

Barème : 152 360 — 216 876
 3/1 × 2 000
 5/2 × 3 580
 8/2 × 5 077

après 9 ans : 158 856 — 223 872
 3/1 × 2 000
 5/2 × 4 080
 8/2 × 5 077

6. Chef éducateur (21 ans) :
 — même condition que éducateur classe 1.

Barème : 221 328 — 342 168
 3/1 × 3 816
 1/2 × 3 516
 1/2 × 5 088
 2/2 × 10 176
 9/2 × 8 904

B. Personnel psycho-médico-social :

1. Assistant social, infirmier A1 (23 ans) : diplôme légalement requis :

Barème : 201 400 — 306 340
 3/1 × 4 452
 12/2 × 7 632

après 9 ans : 230 656 — 335 596
 3/1 × 4 452
 12/2 × 7 632

après 18 ans : 256 944 — 361 884
 3/1 × 4 452
 12/2 × 7 632

2. Infirmier breveté A2 (21 ans) : diplôme légalement requis :

Barème : 184 440 — 305 280
 3/1 × 3 816
 1/2 × 3 816
 1/2 × 5 088
 2/2 × 10 176
 9/2 × 8 904

après 9 ans : 201 400 — 313 972
 3/1 × 4 452
 13/2 × 7 632

3. Psychologue (24 ans) : diplôme de licencié en sélection et en orientation professionnelle ou en psychologie appliquée ou en sciences psychologiques.

Licencié en droit ou en criminologie (24 ans) : diplôme légalement requis.

Barème : 273 480 — 436 932
 3/1 × 8 904
 10/2 × 13 674

4. Médecin (24 ans) : diplôme légalement requis :

Barème : 343 440 — 525 972
 3/1 × 8 904
 10/2 × 15 582

5. Médecin spécialiste (24 ans) : diplôme légalement requis :

Barème : 464 280 — 674 160
 11/2 × 19 080

C. Personnel administratif :

1. Commis (18 ans) :

- diplôme de l'enseignement secondaire inférieur ou assimilé;
- est assimilé à cette qualification à partir du 1er janvier 1974, le personnel administratif qui était en service avant le 1er juillet 1973.

Barème : 148 000 — 210 516
 3/1 × 2 000
 5/2 × 3 180
 8/2 × 5 077

2. Commis-sténodactylographe (18 ans) :

- diplôme de l'enseignement secondaire inférieur et certificat attestant de la connaissance de la sténodactylographie :

Barème : 151 180 — 213 696
 3/1 × 2 000
 5/2 × 3 180
 8/2 × 5 077

3. Rédacteur (20 ans) :

— diplôme de l'enseignement secondaire supérieur ou assimilé :

Barème : 163 088 — 279 840
 3/1 × 3 816
 2/2 × 3 680
 11/2 × 8 904

4. Econome (20 ans) :

— diplôme de l'enseignement secondaire supérieur ou assimilé :

Barème : 190 800 — 311 640
 3/1 × 3 816
 1/2 × 3 816
 1/2 × 5 088
 2/2 × 10 176
 9/2 × 8 904

D. Personnel d'entretien :

— aucune condition de qualification :

Barème : 155 602 — 185 712
 3/1 × 1 614
 2/2 × 1 634
 10/2 × 2 200

E. Personnel de direction :

1. Directeur, coordinateur (24 ans) :

- un diplôme ou certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur pédagogique ou social au moins de type court, de plein exercice ou de promotion sociale et trois ans de fonctions éducatives;
- est assimilé à directeur et coordinateur, le personnel qui, à la date d'entrée en application du présent arrêté, exerçait effectivement ces fonctions en respect avec les dispositions réglementaires précédentes.

Barème : 273 480 — 436 932
 3/1 × 8 904
 10/2 × 13 674

2. Responsable pédagogique (24 ans) :

- un diplôme ou certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur pédagogique ou social au moins de type court, de plein exercice ou de promotion sociale et trois ans de fonctions éducatives;
- est assimilé à cette qualification, le personnel qui, à la date d'entrée en application du présent arrêté, exerçait effectivement la fonction de responsable pédagogique en conformité avec les dispositions réglementaires précédentes.

Barème : A. 273 480 — 436 932
 3/1 × 8 904
 10/2 × 13 674

B. après six ans d'ancienneté dans une fonction de direction au sein d'un service agréé :

298 920 — 476 046
 3/1 × 8 904
 11/2 × 13 674

Le bénéfice de l'échelle barémique B est aussi accordé au personnel assimilé dont la qualification a été jugée suffisante en vertu des dispositions réglementaires précédentes.

3. Responsable administratif (24 ans) :

- une licence en sciences économiques appliquées ou en sciences du travail;
- est assimilé à cette qualification :

- 1° le personnel qui, à la date d'entrée en application du présent arrêté, exerçait, la fonction de responsable administratif en conformité avec les dispositions réglementaires précédentes;
- 2° le personnel qui, à la date d'entrée en application du présent arrêté, exerçait, à titre transitoire, la fonction de responsable administratif en conformité avec les dispositions réglementaires précédentes pour autant qu'il ait entrepris en 1987 une formation en vue d'acquérir la qualification exigée. Les effets de cette disposition cessent dès lors que, soit il ne peut plus justifier être régulièrement inscrit et fréquenter une telle formation, soit il n'obtient pas au terme de la formation le diplôme ou certificat de fin d'études;
- 3° le personnel qui aura terminé avec succès le cycle de formation spécifique prévu par le Ministre.

Barème : A. 273 480 — 436 932
 3/1 × 8 904
 10/2 × 13 674

B. après six ans d'ancienneté dans une fonction de direction au sein d'un service agréé :

298 920 — 476 046
 3/1 × 8 904
 11/2 × 13 674

Le bénéfice de l'échelle barémique B ne sera accordé au personnel assimilé qu'au moment où il aura acquis la qualification requise.

4. Responsable de la coordination générale (24 ans) :

— soit un diplôme ou certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur pédagogique, social ou paramédical au moins de type court, de plein exercice ou de promotion sociale et une formation complémentaire dans le domaine de la gestion d'un minimum de 240 heures et couvrant les domaines suivants :

- 1° gestion des ressources humaines, gestion du personnel;
- 2° contrôle comptable, gestion financière et budgétaire;
- 3° organisation administrative,

ou

— soit une licence soit en sciences économiques appliquées ou en sciences du travail et une formation complémentaire dans le domaine des sciences humaines d'un minimum de 240 heures et couvrant les domaines suivants :

- 1° théorie des organisations, analyse institutionnelle;
- 2° organisation du travail, travail en équipe, gestion des conflits et négociation;
- 3° gestion des ressources humaines, gestion d'un projet éducatif

et cinq ans de fonctions éducatives ou de gestion postérieures à l'acquisition de la qualification principale.

La formation complémentaire peut être organisée par un ou plusieurs services de formation publics ou privés. Elle devra être approuvée par le Ministre ou le fonctionnaire qu'il délègue à cet effet. Cette approbation peut être préalable à la formation.

— est assimilé à cette qualification, le personnel qui, à la date d'entrée en application du présent arrêté, exerçait effectivement la fonction de responsable de la coordination générale en conformité avec les dispositions réglementaires précédentes.

Barème : A. 298 920 — 476 046
 3/1 × 8 904
 11/2 × 13 674

B. après six ans d'ancienneté dans une fonction de direction au sein d'un service agréé :

373 968 — 583 848
 11/2 × 19 080

Le bénéfice de l'échelle barémique B est aussi accordé au personnel assimilé dont la qualification a été jugée suffisante en vertu de dispositions réglementaires précédentes.

Dans les services résidentiels à l'exception des services de placement familial, l'exercice d'une fonction de direction est incompatible avec l'exercice d'une autre fonction dans le même service.

* *

La rémunération annuelle minimum garantie de 157 200 francs est accordée à tout membre du personnel âgé de 21 ans au moins exerçant une fonction à temps plein.

Les échelles barémiques sont indexables suivant les dispositions de la loi du 1er mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du secteur public, modifiée par les arrêtés subséquents; tous les montants sont liés à l'indice-pivot 114,20.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif du 7 décembre 1987.

Par l'Exécutif de la Communauté française,
 Le Ministre-Président de la Communauté française,
 Ph. MONFILS

Le Ministre des Affaires sociales de la Communauté française,
 E. POULLET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 89 — 416

7 DECEMBER 1987. — Besluit van de Executieve betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 5, § 1, II, 6°;

Gelet op de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming;

Gelet op het decreet van 14 mei 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 5 van 18 april 1967 betreffende de controle op de toekenning en de aanwending van de toelagen;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 27 december 1985 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Gelet op het advies van de Commissie ingesteld bij artikel 67 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming;

Gelet op het advies van het overlegorgaan opgericht bij het besluit van de Executieve van 12 maart 1987 betreffende de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met de begeleiding van maatregelen voor de jeugdbescherming;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën op datum van 24 september 1987;

Gelet op het akkoord van de voorzitter van de Franse Gemeenschapsexecutieve, belast met de begroting, gegeven op datum van 15 oktober 1987;

Gelet op de door de Executieve na de beraadslagingen van 30 september en 7 december 1987 genomen beslissing;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onzè Minister van Sociale Zaken,

Besluiten :

TITEL I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

- « wet » : de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming;
- « decreet » : het decreet van 14 mei 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming;
- « Minister » : het lid van de Franse Gemeenschapsexecutieve tot wiens bevoegdheid de jeugdbescherming behoort;
- « particulier » : natuurlijke persoon die een individuele medewerking verleent aan de uitvoering van de wet;
- « diensten » : overheidsdiensten en verenigingen van private personen die een collectieve medewerking verlenen;
- « begunstigde » : minderjarige ten aanzien van wie de in artikel 2 bedoelde maatregelen tot doel hebben de bescherming te verzekeren;
- « tenlasteneming » : aanwenden van de middelen waardoor de particulier of de dienst zijn medewerking aan de uitgesproken maatregel verleent;
- « betoelaagde eenheid » : ten laste genomen begunstigde;
- « betoelaagde capaciteit » : aantal betoelaagde eenheden die in aanmerking komen voor de berekening van de toelagen;
- « erkende capaciteit » : aantal minderjarigen die in aanmerking komen om tegelijk de verstrekkingen van de erkende particulieren of diensten te genieten;
- « bezettingspercentage » : verhouding tussen het aantal werkelijke tenlastenemingsdagen en het maximum aantal dagen die toegelaten zijn op grond van de erkende capaciteit;
- « opvoedingsploeg » : de gezamenlijke personen van een dienst die aan de opvoeding van de minderjarigen deelnemen.

Art. 2. § 1. De erkenning van elke natuurlijke persoon of rechtspersoon en van elke dienst belast met begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming bij toepassing van de artikelen 31, lid 2, 34, lid 1 en 37, lid 2, 2° en 3° van de wet, is afhankelijk van de naleving van de bepalingen van Titel II van dit besluit.

§ 2. De regels voor de toekenning van toelagen aan de erkende personen en diensten worden in Titel III van dit besluit vastgesteld.

Art. 3. De verschillende typen van begeleiding zijn :

1° de particulieren die één of meer begunstigten in hun gezin opvangen;

2° de residentiële diensten :

a) de gezinsvervangende tehuizen, dit zijn de diensten die minimaal zes en maximaal tien begunstigten ten laste nemen om hun een gezinskader te bieden. Dit aantal wordt verminderd in verhouding tot het aantal andere minderjarigen die gewoonlijk in dat tehuis verblijven;

b) de diensten die gezinsvervangende tehuizen organiseren, dit zijn de diensten waarvan de exclusieve of voornaamste activiteit bestaat in de organisatie van ten minste drie en maximaal acht erkende gezinsvervangende tehuizen en in de begeleiding van hun personeel;

c) de diensten voor plaatsing in gezinnen, dat zijn de diensten waarvan de exclusieve of voornaamste activiteit bestaat in de selectie, de studie en het volgen van de particulieren en van de begunstigten die hun toevertrouwd zijn;

d) de andere residentiële diensten die zich bereid verklaren, bij toepassing van de wet, gezamenlijk en doorgaans begunstigten op te vangen. Hun erkende capaciteit wordt op maximaal vijfenzeventig vastgesteld;

3° de niet-residentiële diensten, dit zijn deze die hun medewerking verlenen aan de in artikel 2, § 1, van dit besluit bedoelde maatregelen, zonder dat de begunstigde in hun lokalen of installaties verblijft, inzonderheid :

a) de centra voor opvoedkundige voorlichting waarvan de exclusieve activiteit bestaat in de opvoedkundige voorlichting van de begunstigten die hun toevertrouwd worden hetzij door de jeugdrechtbank van het rechterlijk arrondissement waar de maatschappelijke zetel van het centrum gevestigd is of deze van de verblijfplaats van de begunstigde, hetzij door de Minister van Justitie;

b) de diensten die opvoedingsverstrekkingen of filantropische verstrekkingen organiseren, waarvan de exclusieve activiteit bestaat in de organisatie van opvoedingsverstrekkingen of filantropische verstrekkingen ten gunste van de begunstigten die hun toevertrouwd worden hetzij door de jeugerechtbank van een rechterlijk arrondissement van de provincie waar de maatschappelijke zetel van de dienst gevestigd is of van dat van de verblijfplaats van de begunstigde, hetzij door de Minister van Justitie;

c) de diensten voor vervangende voogdij waarvan de exclusieve activiteit bestaat in het zoeken naar en het begeleiden van personen die gerechtigd zijn om de voogdij uit te oefenen over de begunstigten wier ouders geheel of ten dele ontzet zijn van de rechten vermeld in artikel 33. 1° en 2° van de wet en er de correlatieve verplichtingen van de vervullen.

TITEL II. — De erkenning

HOOFDSTUK I. — Algemene erkenningsvoorwaarden

Afdeling 1. — Aanvragen om erkenning

Art. 4. § 1. Elke particulier die regelmatig en mits toelage één of meer begunstigden opvangt of zich bereid verklaart op te vangen, moet, om de erkenning te verkrijgen, een aanvraag bij de Minister indienen.

De erkenning wordt hem toegekend, indien uit de bescheiden die bij de aanvraag gevoegd zijn, blijkt dat hij zelf en de personen met wie de begunstigde zal verblijven :

- 1° een goed zedelijk gedrag hebben;
- 2° in een gezondheidstoestand verkeren die geen gevaar oplevert voor de begunstigde. Deze toestand moet door een attest van een geneesheer bevestigd worden.

§ 2. De particulieren die bij gelegenheid, al dan niet mits toelage, één of meer begunstigden in hun gezin opvangen, moeten, om aan de eisen van het decreet te voldoen, uitsluitend de verbintenis aangaan zich naar de bepalingen van artikel 6, §§ 1 en 2 te schikken.

Art. 5. Elke dienst die zich met begeleidingsmaatregelen bezig wenst te houden moet, om de erkenning te verkrijgen, vooraf een aanvraag bij de Minister indienen.

Bij deze aanvraag moeten de volgende bescheiden gevoegd worden :

- 1° het opvoedingsproject dat de dienst wil verwezenlijken;
- 2° een exemplaar van de statuten of van elk ander bewijsstuk dat bevestigt dat de aanvrager opgericht is als een vereniging zonder winstoogmerk of in elke andere verenigingsvorm die het najagen van een materiële winst uitsluit en die de rechtspersoonlijkheid bezit. De gezinsvervangende tehuizen worden van die verplichting vrijgesteld.

Art. 6. § 1. Bij de aanvraag om erkenning wordt een verklaring op erewoord van de aanvrager gevoegd waardoor deze zich ertoe verbindt :

1° door verzekeringspolissen :

- a) zijn burgerrechtelijke aansprakelijkheid te doen dekken. Deze polis moet de schade dekken die veroorzaakt wordt door het eigen toedoen van de aanvrager alsmede deze die veroorzaakt wordt door de personen en goederen waarvoor hij moet instaan;

- b) de persoonlijke burgerrechtelijke aansprakelijkheid van de opgevangen begunstigden te doen dekken :
 - i) voor de schade veroorzaakt door hun gebrek aan vooruitziendheid of aan voorzorg, inzonderheid als voetganger of als wielrijder;
 - ii) voor de vergoeding waartoe ze krachtens artikel 1386bis van het Burgerlijk Wetboek veroordeeld zouden worden;

- c) de lichamelijke schade te doen dekken die veroorzaakt wordt aan de ten laste genomen begunstigden, hetzij door toedoen van andere opgevangen minderjarigen, hetzij door een gebeurtenis die geen aanleiding geeft tot aansprakelijkheid van zijnenwege;

2° de begunstigden in gezonde en aan de opvoedingsdoeleinden aangepaste plaatsen op te vangen. De stemming in deze plaatsen moet de ontplooiing en de integratie van de begunstigden in de maatschappij bevorderen;

3° iedere gewichtige gebeurtenis — overlijden, ongeval en zware ziekte, van huis weglopen, ernstig tuchtincident, onder meer — zonder verwijl ter kennis te brengen van de plaatsingsoverheid en van de administratie die bevoegd is inzake jeugdbescherming;

4° zich te onderwerpen aan de inspectie van de ambtenaren die daartoe door de Franse Gemeenschapsexecutive afgevaardigd worden.

§ 2. Hij bevestigt dat hij kennis heeft genomen van de wettelijke verplichtingen bedoeld in de artikelen 76 en 77 van de wet, betreffende de godsdienstige en wijsgerige overtuiging, tot het gebruik van de taal van de gezinnen waartoe de begunstigden behoren en tot de verplichting tot geheimhouding.

§ 3. Wanneer het om een dienst gaat, verbindt hij zich eveneens tot het naleven van alle verplichtingen bedoeld in afdeling 2 van dit hoofdstuk.

Afdeling 2. — Verplichtingen waaraan de erkende diensten moeten voldoen

Onderafdeling 1. — Verplichtingen met betrekking tot het opvoedingsproject en tot de tenlasteneming van begunstigden

Art. 7. § 1. Het globaal opvoedingsproject moet in overleg met de opvoedingsploeg uitgewerkt worden. Dit project, waarvan een exemplaar aan alle leden van de dienst wordt bezorgd, geschiedt op grond van een door de Minister opgemaakt genormaliseerd rooster. Het moet bijgewerkt worden wanneer het niet meer beantwoordt aan de opvoedingspraktijken van de dienst.

§ 2. Het opvoedingsproject moet het begeleidingscijfer voor het personeel rechtvaardigen. In de residentiële diensten, vanaf een erkende capaciteit van vijftien, moet de minimumbegeleiding overeenstemmen met 0,45 voltijds voor elke ten laste genomen minderjarige, waarvan ten minste de helft opvoeders zijn. Ten minste de helft van dezen moeten het bewijs leveren dat ze een kwalificatie van opvoeder klasse 1 hebben.

§ 3. De dienst neemt permanent een werkelijke leiding waar. Daartoe is, tijdens de normale activiteitsuren, de aanwezigheid ter plaatse van een persoonslid vereist. Het opvoedingsproject vermeldt de normale activiteitsuren, de namen, functies, kwalificaties en de gewone werkplek van de personen die de delegatie bezitten die vereist is om in spoedgevallen maatregelen te treffen en permanent op de zowel externe als interne vragen te antwoorden. Tijdens de nacht en, bij wijze van uitzondering, tijdens de dag, kan de verantwoordelijkheid gedelegeerd worden aan een meerderjarige persoon. Hoe het ook zij, het is onontbeerlijk dat men met een verantwoordelijke ieder ogenblik in contact kan treden. De praktische bepalingen moeten in het in artikel 10, § 4 bedoelde activiteitenregister voorkomen.

Art. 8. Voor de uitwerking van het opvoedingsproject in de residentiële diensten, moet aan de volgende eisen worden voldaan :

1° Het opvoedingsstelsel moet aan de behoeften van de begunstigden aangepast zijn. Elke aanvraag om erkenning zet de pedagogische methoden uiteen die de dienst van plan is aan te wenden. Deze methoden worden door de opvoedingsploeg periodiek geëvalueerd en aangepast.

2° De straffen moeten aan de persoonlijkheid van de begunstigde aangepast zijn en tot zijn opvoeding bijdragen. Ze mogen noch ontrendend noch vernederend zijn. In geen geval mogen ze traumatiserende gevolgen hebben. Elke lijfstraf en onthouding van een maaltijd zijn verboden. Het opvoedingsproject vermeldt de straffen die eventueel door de dienst zullen worden gebruikt. De wijze waarop deze die in de bijzondere gevallen zal hebben toegepast, wordt in het activiteitenregister vermeld.

3° Er moet een evenwichtige tijdsbesteding tot stand worden gebracht. De duur van de rust moet inzonderheid aan de leeftijd en aan de behoeften van de begunstigten aangepast zijn;

4° De betrekkingen, inzonderheid met de buitenwereld, moeten zoveel mogelijk worden bevorderd.

5° Er moet vrijetijdsbesteding georganiseerd worden op grond van de leeftijd en van de behoeften van de begunstigten.

6° De begunstigten mogen alleen belast worden met onderhoudswerken die voor hun opleiding of hun opvoeding nuttig zijn voor zover hun lichamelijke toestand en hun school- of beroepsprestaties het mogelijk maken.

7° Volgens de bekwaamheid van de begunstigde, moeten het onderwijs, overeenkomstig de regels die door het « Ministère de l'Éducation nationale » vastgesteld of toegelaten zijn, en de beroepsopleiding, verstrekt worden met inachtneming van de voorwaarden van artikel 76 van de wet.

8° Elke begunstigde moet te zijner tijd worden onderworpen aan een examen voor school- en beroepsoriëntatie.

9° Er moeten maatregelen worden genomen om het de begunstigde mogelijk te maken zijn morele opleiding te verdiepen en zijn eventuele godsdienst uit te oefenen volgens zijn voorschriften en zijn verplichtingen overeenkomstig de inlichtingen die daartoe door de plaatsingsoverheid bij toepassing van artikel 76 van de wet verstrekt worden.

10° Elke begunstigde wordt onderworpen aan een geneeskundig onderzoek door de geneesheer bedoeld in artikel 15 uiterlijk binnen de acht dagen na zijn opnemings, en, vervolgens, ten minste ieder jaar of ieder trimester naargelang hij minder oud of ouder is dan zeven jaar.

11° De directie moet zorgen voor de uitvoering van de medische voorschriften en van deze die voortvloeien uit de eventuele medisch-psychologische examens.

12° De gezondheidsnormen moeten nageleefd worden: ze moeten ter kennis van de begunstigten worden gebracht en op hen worden toegepast. Het voedsel moet met de dieetvoorschriften overeenkomen en door de in artikel 15 bedoelde geneesheer worden goedgekeurd. Een menuboekje wordt daartoe gehouden.

13° De begunstigten moeten over een persoonlijke uitzet beschikken die geïndividualiseerd en in goede staat is. Niets in hun kleding mag hen van de andere minderjarige onderscheiden.

Er wordt een inventaris van die uitzet opgemaakt aan het begin en aan het einde van de periode waarin de begunstigde ten laste wordt genomen.

De kleren, het lijfgoed, de schoenen, de toiletbenodigdheden en het beddegoed moeten proper zijn en geregeld worden onderhouden.

Art. 9. Voor de uitwerking van het opvoedingsproject van de gezinsvervangende tehuizen moet overigens aan de volgende verplichtingen worden voldaan:

1° De verantwoordelijke voor het tehuis moet werkelijk ten plaatse wonen. In geval van afwezigheid, ziekte of verhindering, wijst hij een persoon aan die geschikt is om hem te vervangen. De volledige identiteit van deze persoon moet voor kennisgeving worden medegedeeld aan de administratie van de jeugdbescherming.

2° De uitoefening, door een samenwonende, van een activiteit die verschillend is van die van het gezinsvervangend tehuis, moet verenigbaar zijn met zijn rol in dit tehuis en kan geen stoornis veroorzaken.

Wanneer hij aan de activiteiten van het gezinsvervangend tehuis deelneemt, kunnen zijn verstrekkingen in aanmerking worden genomen als deeltijdse verstrekkingen.

Onderafdeling 2. — Verplichtingen met betrekking tot het personeel

Art. 10. § 1. De personeelsleden van de erkende diensten alsook de personen die regelmatig werken of die verblijven in de lokalen of de bijgebouwen bestemd voor de activiteiten van de erkende diensten moeten een goed zedelijk gedrag hebben.

§ 2. De gezondheidstoestand van de personeelsleden en van de verblijvenden bedoeld in § 1 mag geen gevaar opleveren voor de begunstigten met wie ze in contact zijn. Deze toestand moet voor elke werving door een attest van een geneesheer bevestigd worden.

Onverminderd de bepalingen van de sociale wetgeving betreffende de arbeidsgeneeskunde die op hen toepasselijk zijn, moeten de personeelsleden en verblijvenden zich jaarlijks aan een geneeskundig onderzoek onderwerpen.

§ 3. De personeelsleden moeten de omgangsvaardigheid en het gemoedsevenwicht bezitten die noodzakelijk zijn voor hun verstrekkingen en geschikt zijn om gepaste pedagogische gedragingen te hebben en om aan de opvoeding van de begunstigten deel te nemen.

§ 4. Elk personeelslid, met uitzondering van het arbeiders- en administratief personeel, houdt een activiteitenregister, zoals dit door de Minister bepaald wordt.

De leden van eenzelfde opvoedingsploeg houden een enkel register voor de gehele ploeg.

Onderafdeling 3. — Verplichtingen met betrekking tot het houden van administratieve en boekhoudkundige documenten

Art. 11. De diensten moeten een dossier op naam van elke begunstigde sedert zijn aankomst aanleggen.

Dit dossier, dat ter beschikking staat van de in artikel 6, 2°, bedoelde inspecteur, omvat:

a) de inlichtingen van administratieve aard;

b) het programma voor de opvoeding, de opleiding en de behandeling van de begunstigde alsmede de stukken met betrekking tot zijn evolutie op die gebieden; er is ook een afschrift van de verslagen die aan de plaatsingsoverheid bezorgd dienen te worden;

c) alle inlichtingen betreffende de gezondheid en de examens voor beroepsoriëntatie en de medisch-psychologische examens.

Dit dossier moet vertrouwelijk blijven.

De documenten van medische aard mogen alleen aan de inspecteur-geneesheer die daartoe door de Minister afgevaardigd wordt, medegedeeld worden.

Art. 12. § 1. De diensten moeten een regelmatige boekhouding voeren volgens het als minimum geldend genormaliseerd boekhoudkundig plan. Deze bepaling is niet toepasselijk indien een overheidsbestuur de inrichting macht is en, om die reden, een ander boekhoudkundig plan opgelegd is.

§ 2. Jaarlijks, vóór het einde van het eerste trimester, bezorgen ze aan de Minister, volgens door deze nader te bepalen regels, een exemplaar van de jaarrekening van het afgelopen jaar alsmede een begrotingsontwerp voor het lopende dienstjaar; daarbij wordt hetzij een afschrift van het verslag van de bedrijfsrevisor die de jaarrekening heeft bevestigd, hetzij een attest van een externe accountant die ze heeft nagekeken, gevoegd.

Wat de overheidsdiensten betreft die diensten organiseren, wordt het vorige vereiste vervangen door een attest van de rekening, uitgereikt door de bevoegde overheid.

§ 3. Wanneer het tekort op het einde van een dienstjaar gelijk is aan of hoger is dan vijf honderdsten van de opbrengst van het jaar, of indien het gecumuleerde tekort gelijk is aan of hoger is dan tien honderdsten van de opbrengst van het jaar, brengt de dienst de Minister op de hoogte van deze toestand en deelt hem de middelen mede die hij van plan is aan te wenden om het financieel evenwicht te herstellen.

Art. 13. § 1. Jaarlijks, vóór het einde van het eerste semester, bezorgen ze aan de Minister, volgens door deze nader te bepalen regels, een verslag van opvoedingsactiviteiten dat de periode omvat die loopt van de maand juni van het vorige jaar tot de maand mei van het lopende jaar.

§ 2. Dit verslag vermeldt het aantal tenlastenemingen en, in voorkomend geval, hun verdeling volgens de verschillende wijzen bedoeld in artikel 54 van dit besluit. Het stelt de tendensen van hun evolutie vast. Wat het opvoedingsproject betreft, moet het de begeleiding rechtvaardigen die in het werk wordt gesteld voor de verwezenlijking ervan, en moet aantonen hoe de kwalificaties van het personeel daartoe hebben bijgedragen.

Art. 14. Er wordt een exemplaar van de jaarrekening en van het verslag van opvoedingsactiviteiten ter beschikking gehouden van de leden van de dienst; dezen mogen het op aanvraag raadplegen.

Onderafdeling 4. — Verplichtingen met betrekking tot de geneeskundige supervisie en de eerste hulp

Art. 15. Elke dienst moet een officieel aangestelde geneesheer hebben die de algemene supervisie uitoefent op de geneeskundige en gezondheidsaspecten in verband met de tenlasteneming van de begunstigden.

Art. 16. Een lokaal moet uitgerust zijn voor het verstrekken van de gewone verzorging. Een personeelslid moet in staat zijn tot het verstrekken van de eerste hulp.

De dienst moet over een reserve aan geneesmiddelen beschikken in een kast die op slot gedaan is en die gelegen is in een plaats waartoe de begunstigden geen toegang kunnen hebben.

Wat noodzakelijk is voor de eerste hulp en de geneesmiddelen bestemd voor de begunstigden moeten ook daarin opgeborgen worden.

Onderafdeling 5. — Verplichtingen met betrekking tot de gebouwen en de installaties

Art. 17. De residentiële diensten, met uitzondering van de diensten voor plaatsing in gezinnen, moeten aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° De gebouwen en installaties moeten beantwoorden aan de normen bepaald in bijlage 1 van dit besluit.

2° Het maximum aantal minderjarigen die gehuisvest kunnen worden, moet in de aanvraag om erkenning vermeld staan.

3° De verschillende gezinsvervangende tehuizen georganiseerd door een dienst alsook de verschillende afdelingen van een dienst voor residentiële begeleiding mogen niet gelegen zijn op een afstand die groter is dan vijftien kilometer van de gewone werkplek van de persoon die de werkelijke leiding heeft.

Afdeling 3. — Diverse bepalingen

Art. 18. Voor de residentiële diensten, is de opneming van minderjarigen anders dan de begunstigden toegelaten binnen de perken van de erkende capaciteit. Die andere minderjarigen worden echter niet beschouwd als betoelaagde eenheden.

Art. 19. De bepalingen van dit hoofdstuk zijn van toepassing onverminderd de uitvoering van de bepalingen van het decreet van 30 maart 1983 houdende oprichting van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn) en van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten.

HOOFDSTUK II. — Erkenningsprocedure

Afdeling 1. — De erkenningscommissie

Art. 20. § 1. Voor de uitvoering van artikel 3, § 2, van het decreet, dragen de in het voornoemde artikel bedoelde verenigingen en federaties bij aangetekende brief van de Minister, binnen een termijn van één maand vanaf de aanvraag van de Executieve, een dubbele lijst van kandidaten voor.

§ 2. De inlichtingen die nodig zijn voor de beoordeling van de kandidaten moeten bij elke voordracht worden zijn gevoegd.

Art. 21. § 1. Na de werkende leden te hebben aangewezen, benoemt de Executieve, volgens dezelfde procedure, een plaatsvervangend lid voor elke vereniging of federatie die binnen de commissie vertegenwoordigd is.

§ 2. De Executieve wijst eveneens een plaatsvervanger aan voor de voorzitter van de commissie alsook voor de leden bedoeld in artikel 3, § 1, 1°, 8° en 9° van het decreet.

§ 3. Elk plaatsvervangend lid heeft alleen zitting wanneer een werkend lid verhinderd is.

Art. 22. Een lid dat in de loop van zijn mandaat zijn hoedanigheid van mandataris verliest, wordt volgens dezelfde aanwijzingswijze vervangen. Het aldus benoemde lid beëindigt het mandaat van de persoon die het vervangt.

Art. 23. § 1. De commissie heeft haar zetel in het Ministerie van de Franse Gemeenschap. Ze wordt door de Minister bijeengeroepen.

§ 2. Het secretariaat van de commissie wordt door de administratie voor de jeugdbescherming waargenomen.

Art. 24. § 1. De commissie kan geldig beraadslagen en beslissen wanneer ten minste de helft van de leden aanwezig zijn.

§ 2. De beslissingen worden bij volstrekt meerderheid van de stemmen van de aanwezige leden genomen. Bij staking van stemmen, is de stem van de voorzitter beslissend.

Art. 25. Het is aan elk lid van de commissie verboden aanwezig te zijn bij de beraadslaging over een dossier waarin hij een rechtstreeks belang heeft, hetzij persoonlijk, hetzij als bestuurder of aangestelde, of waarin zijn echtgenote, zijn bloed- of aanverwanten tot de derde graad inbegrepen, een gelijkaardig belang hebben.

Art. 26. De commissie stelt haar huishoudelijk reglement vast; ze legt het aan de Minister ter goedkeuring voor.

Afdeling 2. — Onderzoek van de aanvragen om erkenning

Art. 27. De in de artikelen 4 en 5 bedoelde aanvraag om erkenning moet door de aanvrager worden ingediend op grond van een dossier dat opgemaakt wordt met documenten die daartoe door de administratie worden afgegeven.

Art. 28. De secretaris van de erkenningscommissie registreert de neerlegging van het dossier. Alleen de indiening van alle vereiste documenten geeft aanleiding tot een ontvangstbewijs voor de aanvrager.

Art. 29. § 1. De commissie brengt haar advies uit binnen de drie maanden na de ontvangst.

§ 2. Wanneer de omstandigheden het niet mogelijk maken alle elementen van de zaak te beoordelen, kan die termijn met een gelijke duur verlengd worden.

Het is ook zo wanneer uit het onderzoek blijkt dat, ook al zijn alle erkenningsvoorwaarden niet vervuld, deze in de loop van die nieuwe termijn wel vervuld zouden kunnen worden.

§ 3. Wanneer het advies niet binnen de gestelde termijn uitgebracht is, kan de Minister de commissie van ambtswege bijeenroepen. In dit geval kan deze op geldige wijze beraadslagen en beslissen, wat het aantal aanwezige leden ook is.

§ 4. De secretaris van de commissie brengt de Minister en de aanvrager op de hoogte van het advies dat uitgebracht is.

Art. 30. Voor de aanvragen om erkenning betreffende particulieren, moet de commissie alleen een advies uitbrengen voor de dossiers waarvoor niet duidelijk vastgesteld kan worden dat ze met de eisen van dit besluit overeenkomen.

Art. 31. § 1. Voor de aanvragen om erkenning betreffende een dienst, brengt de commissie een eerste advies uit over de opportuniteit van het project.

§ 2. Binnen de maand die op de ontvangst van dat eerste advies volgt, brengt de Minister de aanvrager en de commissie op de hoogte van het gevolg dat aan de aanvraag wordt gegeven.

Art. 32. Indien de Minister zijn toestemming verleent aan het project, moet de aanvrager bij de commissie de documenten indienen waaruit blijkt dat voldaan is aan de in de artikelen 10, §§ 1 en 2, en 17, bepaalde verplichtingen. De termijn om de documenten te bezorgen wordt vastgesteld op zes maanden voor de niet-residentiële diensten en op vierentwintig maanden voor de residentiële diensten vanaf de beslissing van de Minister bedoeld in artikel 31, § 2.

Art. 33. § 1. Wanneer alle vereiste documenten ingediend zijn, meldt de secretaris er ontvangst van aan de aanvrager.

§ 2. De commissie brengt haar tweede advies uit volgens de in artikel 29, §§ 1, 3 en 4 bedoelde procedure.

Art. 34. Binnen de maand die op de ontvangst van dat tweede advies volgt, brengt de Minister de aanvrager en de commissie op de hoogte van het gevolg dat aan de aanvraag wordt gegeven.

Art. 35. In geval van weigering van de erkenning, brengt de Minister er de aanvrager bij met redenen omklede beslissing van op de hoogte. Deze kan een nieuwe aanvraag pas ten minste één jaar nadat de weigering hem werd betekend, indienen.

TITEL III. — De toekenning van toelagen

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Art. 36. § 1. De aan de erkende personen en diensten toegekende toelagen omvatten, naar gelang van de gevallen, een variabel deel en een vast deel.

§ 2. De toelagen worden in bijlage 3 van dit besluit vastgesteld.

Afdeling 1. — Het variabel deel van de toelage

Art. 37. § 1. Het variabel deel bestaat uit de dagelijkse toelage voor gewone kosten en uit de dagelijkse toelage voor bijzondere kosten :

a) de toelage voor gewone kosten dekt de gehele kosten inherent aan de aanwezigheid van de begunstigde, inzonderheid de voeding, de kleding, de was, het herstellen van schoenen, de gewone farmaceutische kosten, de toiletbenodigdheden, de kapperskosten, de opvoedingsactiviteiten, het medisch toezicht, de kosten voor de eredienst of de lekenmoraal;

b) de toelage voor bijzondere kosten dekt de gehele vervoerkosten, schoolkosten, kosten voor parascolaire activiteiten, vakantiekosten, kosten voor eerste uitzet en het zakgeld.

§ 2. De dagelijkse toelage wordt vastgesteld op grond van de leeftijd van de begunstigde alsmede van de persoon of de dienst die hem ten laste neemt.

§ 3. De Minister bepaalt de uitzonderlijke bijzondere kosten waarvoor een tegemoetkoming verleend kan worden naast de forfaitaire toelage, en de procedure voor de uitbetaling ervan.

Art. 38. De uitbetaling van het variabel deel van de toelage geschiedt maandelijks en na vervallen termijn op grond van de presentielijsten voor begunstigten, medegedeeld aan de administratie voor de jeugdbescherming. Deze lijst vermeldt eveneens het aantal aanwezigheidsdagen van de niet-begunstigde minderjarigen.

Afdeling 2. — Het vaste deel van de toelage

Art. 39. § 1. Het vaste deel bestaat uit een forfaitaire toelage voor personeelskosten en een forfaitaire toelage voor werkingskosten; het wordt vastgesteld door de kenmerken van de dienst en de betoelaagde capaciteit in aanmerking te nemen.

§ 2. In de maand oktober van elk jaar stelt de Minister de betoelaagde capaciteit van het volgende jaar vast en deelt zijn beslissing aan de betrokken dienst mede. Ze wordt vastgesteld op grond van het aantal tenlastenemingen gedurende de periode waarop het jaarlijkse verslag van opvoedingsactiviteiten bedoeld in artikel 13 betrekking heeft.

Art. 40. § 1. De betoelaagde capaciteit is gelijk aan de erkende capaciteit wanneer, gedurende de referentieperiode bedoeld in het vorige artikel, het bezettingspercentage van de residentiële dienst gelijk is aan of hoger is dan :

a) zeventig honderdsten van de erkende capaciteit voor de gezinsvervangende tehuizen en de diensten met een capaciteit van minder dan vijftien;

b) tachtig honderdsten van de erkende capaciteit voor de diensten die gezinsvervangende tehuizen en voor de diensten met een capaciteit vanaf vijftien;

c) vijfentachtig honderdsten van de erkende capaciteit voor de andere diensten met een capaciteit vanaf zestig.

§ 2. In de andere gevallen is de betoelaagde capaciteit gelijk aan de gemiddelde bezetting van de referentieperiode, vermeerderd met tien hondersten. Het zo gekregen getal wordt, in voorkomend geval, op de hogere eenheid afgerond.

§ 3. Wanneer de betoelaagde capaciteit, gedurende twee opeenvolgende jaren, lager is dan de erkende capaciteit, kan de Minister, na het advies van de erkenningscommissie te hebben ingewonnen, de nieuwe capaciteit vaststellen.

Art. 41. Voor de diensten voor plaatsing in gezinnen stemt de betoelaagde capaciteit overeen met het gemiddelde aantal minderjarigen die gedurende de referentieperiode ten laste worden genomen.

Art. 42. § 1. Wanneer de Minister een niet-residentiële dienst erkent, stelt hij er de betoelaagde capaciteit van vast.

§ 2. Voor de centra voor opvoedkundige voorlichting, is deze gelijk aan vierentwintig, veertig of zestig. Elke dienst moet een minimum aantal tenlastenemingen gedurende de referentieperiode verwezenlijken. Dit aantal wordt respectief op achttien, dertig en achtenveertig vastgesteld.

§ 3. Voor de diensten die opvoedingsverstrekkingen of filantropische verstrekkingen organiseren, is deze gelijk aan achtentwintig, achtenveertig of vijfenzeventig.

Elke dienst moet een minimum aantal tenlastenemingen gedurende de referentieperiode verwezenlijken. Dit aantal wordt respectief op achttien, achtendertig en vierenzestig vastgesteld.

§ 4. Voor de diensten voor vervangende voogdij, wordt de betoelaagde capaciteit vastgesteld op het aantal vervangende voogdijen die tijdens de referentieperiode begeleid worden.

A. De forfaitaire toelage voor personeelskosten

Art. 43. § 1. Voor elke dienst maken referentienormen het mogelijk het aantal betrekkingen te bepalen dat voor de berekening van de forfaitaire toelage voor personeelskosten in aanmerking genomen dient te worden. Deze normen komen in bijlage 4 van dit besluit voor.

§ 2. Voor elke residentiële dienst dient een forfaitair bedrag als basis voor de berekening van de toelage. Het gaat om het quotiënt van de totale provisionele loonmassa die in 1986 in aanmerking werd genomen — of van de betoelaagde loonmassa in het geval van de diensten voor plaatsing in gezinnen en diensten die gezinsvervangende tehuizen organiseren — door het aantal betrekkingen waarop ze betrekking heeft. In voorkomend geval wordt deze loonmassa aangepast om rekening te houden met de wijziging van sommige barema's.

§ 3. Voor elke niet-residentiële dienst dient een forfaitair bedrag als basis voor de berekening van de toelage. Het gaat om het quotiënt van de totale provisionele loonmassa die in 1987 in aanmerking werd genomen, door het aantal betrekkingen waarop ze betrekking heeft. In voorkomend geval wordt de loonmassa aangepast om rekening te houden met de vereisten van dit besluit en met de wijziging van sommige barema's.

§ 4. De forfaitaire toelage voor personeelskosten is het produkt van het aantal in aanmerking te nemen betrekkingen door het forfaitaire bedrag.

§ 5. Ieder jaar kan de forfaitaire toelage voor personeelskosten aangepast worden op grond van een door de Minister vastgestelde coëfficiënt.

Art. 44. § 1. De forfaitaire toelage voor personeelskosten wordt alleen definitief uitgekeerd als ze gestaafd worden door de overlegging van de door de administratie vereiste bewijsstukken. Het deel van de toelage dat niet gestaafd zou worden, zou een terugbetaalbaar niet-verschuldigd bedrag uitmaken.

§ 2. Wordt eveneens aanvaard als staving van de toelage voor personeelskosten, op grond van behoorlijk opgemaakte facturen, de betaling van prestaties van personen of van dienstverlenende ondernemingen, wanneer ze administratieve of boekhoudkundige taken verrichten die noodzakelijk zijn voor de goede werking van de dienst of voor de naleving van de erkenningsvoorwaarden.

§ 3. Worden echter niet in aanmerking genomen voor de staving van de toelage voor personeelskosten, de bezoldigingen uitgekeerd aan de personeelsleden die behoren tot de raad van bestuur of tot het daarmee gelijkgestelde controleorgaan.

B. De forfaitaire toelage voor werkingskosten

Art. 45. De forfaitaire toelage voor werkingskosten is het produkt van de betoelaagde capaciteit door het in bijlage 3 bedoelde bedrag voor de categorie waartoe de dienst behoort.

Ze dekt onder meer de kosten voor beddegoed, linnen, verzekeringen, onderhoudsprodukten, onderhoud van de lokalen, water, gas, elektriciteit en brandstoffen, bureaukosten en kosten voor dienstreizen, de lasten die geboekt worden voor de afschrijving van de gebouwen waarvan de dienst eigenaar is, of voor de huur van de gebouwen die hij betreft, alsmede voor de afschrijving van het meubilair en het materieel.

C. Bepalingen met betrekking tot het geheel van de forfaitaire toelage.

Art. 46. § 1. Wanneer, bij toepassing van artikel 18, de dienst niet-begunstigde minderjarigen opneemt, wordt het geheel van de forfaitaire toelage verminderd naar verhouding van de bezetting die voortvloeit uit de tenlasteneming van begunstigten. Ze wordt voorlopig vastgesteld op grond van de toestand gedurende de in artikel 39, § 2, vermelde referentieperiode.

§ 2. Het geheel van de forfaitaire toelage wordt aan de diensten toegekend in verhouding met één twaalfde per maand.

§ 3. In geval van wijziging van de erkende capaciteit gedurende het jaar, kan de betoelaagde capaciteit dienovereenkomstig aangepast worden. In dit geval wordt het bedrag van de forfaitaire toelage die vanaf deze wijziging tot het einde van het jaar toe te kennen is, eveneens herzien.

Art. 47. § 1. De Minister, na het advies van het overlegorgaan te hebben ingewonnen :

1° past de betoelaagde capaciteit aan, wanneer de dienst bewijst dat hij verhinderd werd normaal te werken door rampzalige gebeurtenissen, toeval of overmacht;

2° past de toelage voor personeelskosten van een dienst aan, wanneer, door de evolutie van de anciënniteit en de kwalificatie van zijn personeel, de wijze van berekening van die toelage voor hem bijzonder nadelig uitvalt;

3° stelt voorlopig de betoelaagde capaciteit en de forfaitaire toelage voor personeelskosten van nieuwe erkende diensten vast totdat ze bepaald zal kunnen worden zoals door artikel 39, § 2, van dit besluit erin is voorzien.

§ 2. De aanpassing van de forfaitaire toelage voor personeelskosten bij toepassing van § 1, 2°, wordt alleen toegekend aan de diensten die een bezettingspercentage aantonen dat gelijk is aan of hoger is dan de percentages waarvan sprake in artikel 40.

Art. 48. Het in artikel 13 bedoelde jaarverslag van opvoedingsactiviteiten bepaalt der verantwoording van de aanvragen om aanpassing die bij toepassing van vorig artikel ingediend worden.

Afdeling 3. — Bepalingen met betrekking tot het geheel van de toelage

Art. 49. Elke gedane uitgave moet verantwoord kunnen worden. De betalingsbewijzen moeten ter beschikking van de administratie gehouden worden.

Art. 50. De uitgekeerde toelagen worden verminderd naar verhouding van de toelagen die door andere overheidsbesturen gestort worden. Er wordt met deze toelagen echter alleen rekening gehouden voor zover zij gestort werden om de uitgaven te dekken die reeds in aanmerking werden genomen voor de vaststelling van de uitgekeerde toelagen.

Art. 51. Er wordt enkel één onderhoudsdag geteld voor de dag van de aankomst en deze van het vertrek van de begunstigde die krachtens de wet ten laste wordt genomen. Die dag is die van de aankomst.

Art. 52. § 1. Onverminderd de bepalingen van artikel 72 van de wet, worden de aan de particulieren en aan de diensten uitgekeerde toelagen verminderd met de loonbijdrage van de begunstigten wanneer zij werken.

§ 2. De aan de particulieren uitgekeerde toelagen worden verminderd met de kinderbijslag die voor de begunstigten ontvangen wordt. De toeslag op de uitkeringen toegekend voor gehandicapte begunstigten komt echter niet in aanmerking voor de berekening van het bedrag dat van de toelagen af te trekken is.

HOOFDSTUK II. — Bijzondere bepalingen

Afdeling 1. — Begeleiding door particulieren

Art. 53. De in artikel 4 van dit besluit bedoelde particulieren kunnen een dagelijkse toelage krijgen.

Deze toelage wordt niet uitgekeerd indien het totale aantal personen die in het gezin tegen bezoldiging al dan niet ten laste van de overheid opgevangen worden, hoger is dan drie, behalve als het uitsluitend gaat om de leden van eenzelfde broeder- en zusterschap.

Afdeling 2. — Betoelaagde residentiële wijzen van tenlasteneming

Art. 54. § 1. De verschillende residentiële wijzen van tenlasteneming zijn :

1° de huisvesting;

2° of hierna :

a) het schoolinternaat;

b) de studentenkamer;

c) de huisvesting onder supervisie;

d) de poging tot wederintegratie in het leefmilieu.

§ 2. Tijdens de referentieperiode kan het totaal van de tenlastenemingsdagen, zoals bepaald in § 1, 2°, één vierde van het aantal mogelijke dagen niet overschrijden, noch het equivalent van vijftien dagelijkse tenlastenemingen.

§ 3. De in § 1, 2°, bedoelde tenlastenemingen worden onderworpen aan twee voorwaarden : de goedkeuring van de plaatsingsoverheid en het akkoord van de begunstigde over de modaliteiten die door de directie van de dienst uitgewerkt worden. Deze modaliteiten en deze toestemmingen worden in een geschrift opgenomen waarvan een afschrift aan de plaatsingsoverheid, aan de begunstigde en aan de administratie wordt afgegeven.

§ 4. Dat geschrift bepaalt de plaats waar de begunstigde woont; deze kan, naar gelang van zijn persoonlijkheid en het individuele opvoedingsproject, hetzij alleen, hetzij met een groep wonen. Indien het gaat om een huisvesting onder supervisie, kan deze groep niet meer dan drie begunstigten bevatten.

§ 5. De tenlasteneming, zoals bedoeld in § 1, 2°, c en d, kan georganiseerd worden :

1° in het rechterlijk arrondissement waar de dienst zijn zetel heeft;

2° buiten het rechterlijk arrondissement, in een straal van vijftien kilometer vanaf de gewone werkplek of vanaf de verblijfplaats van het lid van de opvoedingsploeg belast met de tenlasteneming.

Van deze bepaling kan alleen afgeweken worden wanneer, dank zij de verbindingsmiddelen, een langere afstand het niet onmogelijk maakt snel op te treden. Zo'n afwijking maakt de goedkeuring van de plaatsingsoverheid of van de administratie noodzakelijk.

§ 6. De tenlastenemingen, zoals bedoeld in § 1, 2°, c en d, kunnen zes maanden niet overschrijden. Ze kunnen twee keer verlengd worden zonder een totale duur van achttien maanden te overschrijden.

§ 7. De begunstigten die een huisvesting onder supervisie genieten moeten de volle leeftijd van ten minste zestien jaar hebben bereikt.

Ze moeten beschikken over voldoende inkomsten om in hun materiële behoeften te voorzien.

Afdeling 3. — Niet-residentiële begeleiding

Art. 55. De erkende niet-residentiële diensten ontvangen een forfaitaire toelage voor werkings- en personeelskosten.

In de door de Minister te bepalen gevallen, kunnen ze eveneens een toelage ontvangen om sommige bijzondere kosten te dekken.

HOOFDSTUK III. — Overlegprocedure

Art. 56. Er wordt een overlegorgaan voor het overleg inzake jeugdbescherming opgericht. Dit orgaan wordt ermee belast de Minister in te lichten inzake het verlenen van toelagen aan de erkende personen en diensten.

Het spreekt zich uit over de algemene regels voor de toekenning van toelagen, de ontwerpen van wijziging hiervan en over hun toepassing binnen de diensten of instellingen die ze vertegenwoordigen.

Art. 57. Dit overlegorgaan is samengesteld uit :

a) een vertegenwoordiger van de inrichtende machten van de diensten voor plaatsing in gezinnen;

b) vier vertegenwoordigers van de inrichtende machten van de personen of diensten die belast zijn met maatregelen van residentiële begeleiding, waarvan ten minste één de gezinsvervangende tehuizen vertegenwoordigt;

c) twee vertegenwoordigers van de inrichtende machten van de diensten die belast zijn met maatregelen van niet-residentiële begeleiding;

d) zeven vertegenwoordigers van de verschillende categorieën van personen die in de erkende instellingen of diensten werken.

e) twee leden aangewezen door de Administratie voor jeugdbescherming;

f) een afgevaardigde van de Minister tot wiens bevoegdheid de jeugdbescherming behoort.

Art. 58. § 1. Het overlegorgaan wordt door de afgevaardigde van de Minister voorgezeten.

§ 2. De in de punten a tot d vermelde leden en hun plaatsvervangers worden door de Minister benoemd op een dubbele lijst voorgedragen door de representatieve verenigingen en organisaties voor een vernieuwbare termijn van vier jaar. Aangezien het overlegorgaan paritair is, zijn zij alleen stemgerechtigd.

Ze genieten een toelage van vijfhonderd frank per vergadering en krijgen een terugbetaling voor hun reis- en verblijfkosten volgens de geldende regels.

§ 3. De leden van de Administratie verstrekken aan de andere leden de inlichtingen die noodzakelijk zijn voor het onderzoek van het dossier. Na de beraadslaging delen ze hun advies mede dat gevoegd wordt bij het aan de Minister bezorgde dossier.

Art. 59. Indien een lid, gedurende zijn mandaat, zijn hoedanigheid, van mandataris verliest, wordt het vervangen volgens dezelfde aanwijzingswijze. Het aldus benoemde lid beëindigt het mandaat van de persoon die het vervangt.

TITEL IV. — Bijzondere, opheffings-, overgangs- en slotbepalingen

HOOFDSTUK I. — Bijzondere bepalingen

Art. 60. Wanneer de dagprijs van de diensten wordt vastgesteld door een ander ministerieel departement of door een instelling bedoeld bij de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut volgens een berekeningswijze anders dan deze die door dit besluit wordt bepaald, is het bedrag van de dagelijkse toelage uitgekeerd voor begunstigden die krachtens de wet ten laste worden genomen gelijk aan die prijs.

Art. 61. Indien het verwezenlijken van een origineel of bijzonder opvoedingsproject het vereist, stelt de Minister bij een in de Executieve overlegd besluit :

a) na het advies van de erkenningscommissie te hebben ingewonnen, de bijzondere erkenningsbepalingen die nageleefd dienen te worden;

b) na het advies van het overlegorgaan te hebben ingewonnen :

1. de referentienormen voor de berekening van de forfaitaire subsidie voor personeelskosten;

2. de forfaitaire toelage voor werkingskosten;

3. de in aanmerking te nemen bijzondere kosten, vast.

Over deze bepalingen wordt een overeenkomst met de betrokken dienst gesloten.

Art. 62. De erkende personen en diensten kunnen eveneens hun medewerking verlenen aan de toepassing van Titel I van de wet door een residentiële hulp aan de minderjarigen te verlenen. In deze gevallen, worden de ten laste genomen minderjarigen ook als begunstigden beschouwd.

Art. 63. De in artikel 60 bedoelde diensten worden ervan vrijgesteld hun erkenning aan te vragen wanneer ze hun medewerking verlenen aan de uitvoering van de wet zonder daartoe erkend te zijn.

HOOFDSTUK II. — Opheffingsbepalingen

Art. 64. § 1. Opgeheven wordt het besluit van de Executieve van 12 maart 1987 betreffende de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met de begeleiding van maatregelen voor de jeugdbescherming.

§ 2. Opgeheven wordt, voor de Franse Gemeenschap, het koninklijk besluit van 27 april 1977 tot regeling van de toekenning van toelagen aan de instellingen voor vervangende voogdij die vallen onder de wet over minderjarigen die onderworpen zijn aan de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming.

HOOFDSTUK III. — Overgangsbepalingen

Art. 65. § 1. Kunnen een dagelijkse toelage genieten, zonder erkend te zijn, de particulieren :

1^o die, op datum van 31 augustus 1975, vier of vijf krachtens de wet geplaatste minderjarigen huisvestten, tot het normale vertrek van dezen, voor zover ze geen nieuwe ter vervanging van dezen opvangen;

2^o die, op datum van 1 januari 1987, een of meer minderjarigen huisvestten bij toepassing van de vorige verordeningbepalingen, tot het normale vertrek van dezen, voor zover ze geen nieuwe ter vervanging van dezen opvangen.

§ 2. Kunnen eveneens een dagelijkse toelage genieten, de particulieren die hetzij in de loop van het jaar 1987 de stappen die noodzakelijk zijn voor hun erkenning hebben ondernomen, hetzij deze stappen vóór 31 maart 1988 zullen ondernemen. De uitwerking van deze bepaling houdt op zodra hun betekend wordt dat hun erkenning wordt afgewezen.

Art. 66. § 1. De residentiële diensten die krachtens de wet erkend waren vóór de inwerkingtreding van het decreet zijn van rechtswege erkend, voor zover ze, binnen een termijn van zes maanden na de inwerkingtreding van dat decreet, het bewijs leveren dat ze de nieuwe bepalingen bedoeld bij dit besluit naleven. Ze behouden hun erkende capaciteit onverminderd de bepalingen van artikel 3, 2^o, a en d.

§ 2. De residentiële diensten die, vóór de inwerkingtreding van dit besluit, belast zijn met begeleidingsmaatregelen zonder erkend te zijn, beschikken over een termijn van drie maanden vanaf de bekendmaking van dit besluit om zich te schikken naar de algemene erkenningsvoorwaarden bedoeld bij dit besluit. De toelating van die residentiële diensten krachtens de vorige bepalingen wordt gedurende die termijn verlengd om het de Minister mogelijk te maken te beslissen over de aanvragen om erkenning van die diensten.

Art. 67. De diensten voor vervangende voogdij die toelagen genieten krachtens de vorige verordeningbepalingen, zijn van rechtswege erkend, voor zover ze, binnen een termijn van zes maanden na de inwerkingtreding van dit besluit, het bewijs leveren dat ze de nieuwe bepalingen bedoeld bij dit besluit naleven. De bepalingen met betrekking tot de invoering van het als minimum geldend genormaliseerd boekhoudkundig plan zullen echter op 1 januari 1989 van toepassing zijn.

Art. 68. § 1. De niet-residentiële diensten die in 1987 een overeenkomst hebben gesloten bij toepassing van de vorige verordeningbepalingen zijn van rechtswege op 1 januari 1988 erkend, voor zover ze, op die datum, het bewijs hebben geleverd dat ze zich naar het geheel van de verordeningbepalingen hebben geschikt.

§ 2. Voor het jaar 1988, indien deze dienst het minimum aantal tenlastenemingen dat door de vorige verordeningbepalingen vastgesteld wordt bereikt heeft, wordt de uitgekeerde loonmassa berekend op grond van het aantal betrekkingen waarvoor een toelage in 1987 werd toegekend. Indien dat minimum aantal niet bereikt wordt, bepaalt de Minister het aantal betrekkingen dat in aanmerking genomen dient te worden.

§ 3. Wanneer ten minste een werknemer van de dienst ontslagen wordt in de geesteswetenschappen, is deze dienst, tot het vertrek van deze, ervan vrijgesteld de vermindering te vervullen die in bijlage 4B van dit besluit vastgesteld is en die betrekking heeft tot de kwalificatie van de persoon die ontslagen wordt.

Art. 69. De leden van het overlegorgaan dat bij toepassing van de vorige verordeningbepalingen opgericht wordt, oefenen hun mandaat tot de aanvankelijk bepaalde datum uit.

Art. 70. In afwachting van de installatie van de Gemeenschapsraad voor hulp aan de jeugd :

1° bestaat de erkenningscommissie uit, naast de voorzitter, alleen de leden bedoeld in artikel 3, § 1, 2° tot 9°, van het decreet;

2° houden de programmatiecriteria bedoeld in artikel 3, § 3, lid 2, van het decreet rekening met de vooraf vastgestelde regels.

HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 71. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1988.

Art. 72. Het lid van de Executieve tot wiens bevoegdheid de jeugdbescherming behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 7 december 1987.

Vanwege de Franse Gemeenschapsexecutieve :
De Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschap,
Ph. MONFILS

De Minister van Sociale Zaken van de Franse Gemeenschap,
E. POULLET

Bijlagen

Bijlage 1. — *Normen met betrekking tot de gebouwen en de installaties van de residentiële diensten met uitzondering van de diensten voor plaatsing in gezinnen*

1° De gebouwen moeten goed onderhouden worden. Ze moeten verwarmd worden; de vochtigheid moet bestreden worden.

2° De noodzakelijke maatregelen moeten genomen worden om brand te voorkomen en te bestrijden alsmede om, bij brand, de evacuatie mogelijk te maken. Het bestaan van deze maatregelen moet vastgesteld en bekrachtigd worden door een verslag van de territoriaal bevoegde gemeente- of gewestdienst.

3° Er moet in een voldoende elektrische verlichting in elk lokaal voorzien worden. Een noodverlichting is verplicht in de ruimten waar meer dan twintig minderjarigen gehuisvest zijn.

4° Drinkwater van goede kwaliteit moet zoveel men wil beschikbaar zijn. Waar geen waterdistributie bestaat, moet een analyse ten minste één keer per jaar verricht worden door de provinciale gezondheidsdiensten.

5° De sanitaire installaties moeten aan de leeftijd van de minderjarigen aangepast zijn en ten minste bestaan uit :

- a) één W.C. voor tien minderjarigen en één bijkomende W.C. telkens als het tental overschreden is : deze installaties moeten zich dicht bij de daglokalen en de nachtllokalen bevinden en voorzien zijn van handwasbakjes;
- b) één bad of één stortbad voor 10 minderjarigen;
- c) één wastafel met stromend water voor 3 minderjarigen;
- d) de wastafels van de meisjes van meer dan twaalf jaar moeten geïnstalleerd zijn in individuele hokjes met één bidet voor 15 vrouwelijke minderjarigen.

Indien minderjarigen van beide geslachten gehuisvest zijn, moeten de sanitaire installaties gescheiden zijn.

6° De huishouduitrusting waarover ze beschikken moet voldoende en in goede staat zijn.

7° Het maximum aantal minderjarigen die gehuisvest kunnen worden, kan het aantal niet overschrijden dat de ruimte, de plaatschikking en de bestemming van de lokalen toelaten, rekening houdend met het feit dat de slaapzalen of slaapkamers over een rechtstreekse verluchting moeten beschikken en de volgende minimumafmetingen hebben :

- a) oppervlakte per bed voor kinderen die 3 jaar of minder oud zijn : 3 m²;
- b) oppervlakte per bed voor kinderen die ouder zijn dan 3 jaar : 5 m²;
- c) oppervlakte per bed voor kinderen die ouder zijn dan 10 jaar : 6 m²;
- d) oppervlakte van de individuele kamers : 6 m².

8° Elk kind moet beschikken over een individueel bed, een stoel of een kapstok om er zijn dagkledingstukken aan op te hangen, en over een bergoppervlakte of, indien het ouder dan twaalf jaar is, een kast.

De stapelbedden met maximaal twee niveaus worden bij wijze van uitzondering toegelaten indien ze een voldoende veiligheid waarborgen.

De bedden moeten een tussenruimte van ten minste 0,8 m of 1,2 m hebben als het gaat om stapelbedden; in dit laatste geval moet er een volume van 14 m³ per persoon zijn.

9° Behalve indien elke minderjarige over een individuele kamer beschikt, moet in een lokaal voor de afzondering van de zieken voorzien worden, naar verhouding van één bed voor 25 minderjarigen.

10° Indien jongens en meisjes die ouder zijn dan 10 jaar opgenomen worden, moeten de slaapzalen, slaapkamers en afzonderingslokalen die voor de enen en de anderen bestemd zijn, duidelijk gescheiden zijn.

11° De dienst moet beschikken over lokalen die uitsluitend bestemd zijn voor het verblijf. Ze moeten een oppervlakte van ten minste 4 m² voor elke opgenomen minderjarige hebben en een rechtstreekse verluchting hebben.

12° De lokalen voor de huisvesting en het verblijf van het personeel moeten gescheiden zijn van deze die voor de minderjarigen bestemd zijn. Een lokaal, dat dicht bij de slaapzalen of slaapkamers van dezen gelegen is, moet het toezicht bij nacht mogelijk maken.

Bijlage 2. — *Bepalingen met betrekking tot de bewijsstukken*

1. De volgende stukken zijn bij de aanvraag om erkenning te voegen :

I. Voor de particulieren :

1° een getuigschrift van goed zedelijk gedrag voor hem persoonlijk en voor elke persoon met wie de begunstigde zal verblijven;

2° een attest van de geneesheer voor hem persoonlijk en voor elke persoon met wie de begunstigde zal verblijven, dat bevestigt dat hun gezondheidstoestand zonder gevaar is voor de begunstigde;

3° een verklaring op erewoord waarin de aanvrager zich verbindt tot de naleving van de bepalingen bedoeld in artikel 6, § 1, van dit besluit.

De in artikel 4, § 2, bedoelde particulieren moeten alleen de verbintenis aangaan zich naar de bepalingen van artikel 6, §§ 1 en 2 van dit besluit te schikken;

II. Voor de diensten :

1° om het eerste advies te krijgen over de opportuniteit van de verwezenlijking van het opvoedingsproject :

a) het opvoedingsproject dat de dienst wil verwezenlijken;

b) een exemplaar van de statuten of van elk ander bewijsstuk dat bevestigt dat de aanvrager opgericht is als een vereniging zonder winstoogmerk of in een andere verenigingsvorm die het najagen van een materiële winst uitsluit en die de rechtspersoonlijkheid bezit. De gezinsvervangende tehuizen worden van die verplichting vrijgesteld.

2° om het tweede advies te krijgen :

a) een verklaring op erewoord van de aanvrager waardoor deze zich verbindt tot het naleven van de bepalingen bedoeld in artikel 6, § 1 van dit besluit en tot het vervullen van alle verplichtingen die op hem betrekking hebben;

b) de bescheiden die noodzakelijk zijn om vast te stellen dat voldaan is aan de verplichtingen bedoeld in artikel 32 van dit besluit;

c) een recent attest van een openbare dienst voor brandbestrijding dat bevestigt dat de voorwaarden bedoeld in bijlage 1, 2° vervuld zijn.

Van elke latere wijziging van gegevens verstrekt bij de indiening van de aanvraag moet aan de administratie kennis worden gegeven.

2. Voor de diensten, moeten de volgende bescheiden ter beschikking van de inspectiedienst van de administratie worden gehouden :

a) de getuigschriften van goed zedelijk gedrag van de personeelsleden en van elke persoon die in de dienst regelmatig werkt of in dienst verblijft;

b) het jaarlijks geneeskundig getuigschrift bepaald voor elk personeelslid en voor elke persoon die in de dienst regelmatig werkt of in dienst verblijft;

c) de afschriften van de diploma's, brevetten, getuigschriften en attesten met betrekking tot de gevolgde studies, de gevolgde volmakingscursussen, de vroeger uitgeoefende functies en de duur hiervan;

d) de overeenkomst tussen de dienst en de officieel aangestelde geneesheer;

e) het of de activiteitenregisters;

f) het volledige dossier van elke begunstigde;

g) de verslagen over wateronderzoek indien ze vereist zijn bij toepassing van bijlage 1, 4°.

Bijlage 3. — Vaststelling van de dagelijkse toelage en van de werkingskosten

I. MAATREGELLEN VOOR DE RESIDENTIELE BEGELEIDING :

1. Variabel deel :

1° dagelijkse toelage voor gewone kosten :

a) aan de opvanggezinnen :

137 frank voor elke begunstigde die minder dan drie jaar oud is;

146 frank voor elke begunstigde die meer dan drie jaar en minder dan 12 jaar oud is;

156 frank voor elke begunstigde die twaalf jaar en meer oud is;

b) aan de gezinsvervangende tehuizen en andere diensten :

67,50 frank voor elke begunstigde die minder dan drie jaar oud is;

82 frank voor elke begunstigde die meer dan drie jaar en minder dan twaalf jaar oud is;

99 frank voor elke begunstigde die twaalf jaar en meer oud is;

2° forfaitaire dagelijkse toelage voor bijzondere kosten :

a) aan de opvanggezinnen :

3,50 frank voor elke begunstigde die minder dan drie jaar oud is;

6 frank voor elke begunstigde die meer dan drie jaar en minder dan twaalf jaar oud is;

15 frank voor elke begunstigde die twaalf jaar en meer oud is;

b) aan de gezinsvervangende tehuizen en andere diensten :

een dagelijks forfait dat gelijk is aan het quotiënt van het bedrag van de overeenstemmende uitgaven in 1986 of gedurende het eerste volledige burgerlijk werkingsjaar voor de diensten die vanaf 1987 opgericht werden, door het aantal dagen aanwezigheid van begunstigten gedurende dat jaar;

c) aan de nieuwe erkende diensten tot het einde van het tweede burgerlijk werkingsjaar alsook voor de minderjarigen voor wie een toelage kan verleend worden bij toepassing van artikel 60 van dit besluit :

8 frank voor elke begunstigde die minder dan drie jaar oud is;

10,50 frank voor elke begunstigde die meer dan drie jaar en minder dan twaalf jaar oud is;

19,50 frank voor elke begunstigde die twaalf jaar en meer oud is.

2. Vast deel :

forfaitaire toelage voor werkingskosten :

a) voor de diensten voor plaatsing in gezinnen :

De werkingskosten van de diensten voor plaatsing in gezinnen geven aanleiding tot een forfaitaire toelage van 7 300 frank per jaar en per betoelaagde eenheid;

b) voor de gezinsvervangende tehuizen :

De werkingskosten van de gezinsvervangende tehuizen geven aanleiding tot een forfaitaire toelage van 27 192,50 per jaar en per betoelaagde eenheid, indien ze door een dienst georganiseerd worden, en zo niet, 21 717,50 frank per jaar en per betoelaagde eenheid;

- c) voor de diensten die gezinsvervangende tehuizen organiseren :
De werkingskosten van de diensten die gezinsvervangende tehuizen organiseren geven aanleiding tot een forfaitaire toelage van 730 frank per jaar en per betoelaagde eenheid;
- d) voor de andere diensten :
De forfaitaire toelage voor werkingskosten wordt op 27 192,50 frank per jaar en per betoelaagde eenheid vastgesteld.

II. MAATREGELEN VOOR DE NIET-RESIDENTIELE BEGELEIDING :

Forfaitaire toelage voor werkingskosten :

1° Centra voor opvoedkundige voorlichting :

De forfaitaire toelage voor werkingskosten wordt vastgesteld op :

a) voor een betoelaagde capaciteit van 24 :

208 430 frank per jaar;

b) voor een betoelaagde capaciteit van 40 :

223 590 frank per jaar;

c) voor een betoelaagde capaciteit van 60 :

284 220 frank per jaar.

2° Diensten die opvoedingsverstrekkingen of filantropische verstrekkingen organiseren :

a) voor een betoelaagde capaciteit van 28 :

208 430 frank per jaar;

b) voor een betoelaagde capaciteit van 48 :

223 590 frank per jaar;

c) voor een betoelaagde capaciteit van 75 :

284 220 frank per jaar.

3° Diensten voor vervangende voogdij :

Het bedrag van de toelage wordt tot de reële uitgaven beperkt, met inbegrip van eventuele kosten voor administratief personeel, en kan een maximum van 8 frank per dag en per uitgeoefende vervangende voogdij niet overschrijden.

Deze bedragen worden aan de spilindex 114,2 gekoppeld.

Voor al deze bedragen wordt de wet van 2 augustus 1971 toegepast houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijs worden gekoppeld, gewijzigd door de latere besluiten.

Bijlage 4. — Referentienormen die in aanmerking worden genomen voor de berekening van de forfaitaire subsidie voor personeelskosten

A. Residentiële diensten :

1° Gezinsvervangende tehuizen en residentiële diensten met een erkende capaciteit van minder dan vijftien :

1 opvoeder voor 3 b.e. met een minimum van 2 (1);

1/2 onderhoud voor 5 b.e. met een minimum van 1/2 (1).

2° Diensten voor plaatsing in gezinnen :

1/2 maatschappelijk assistent voor 15 b.e. met een minimum van 1/2;

1/4 administratief voor 15 b.e. met een minimum van 1/4;

1/4 directeur voor 45 b.e. met een maximum van 1;

1/4 psycholoog voor 45 b.e. met een maximum van 1 (1);

1/4 geneesheer voor 60 b.e. met een maximum van 1 (1).

3° Diensten die gezinsvervangende tehuizen organiseren (2) :

1 directeur;

1/2 maatschappelijk assistent voor 15 b.e.;

1/2 administratief voor 15 b.e.

4° Andere residentiële diensten vanaf een erkende capaciteit van vijftien :

1 directeur;

1 opvoeder voor 3 b.e.;

1/2 onderhoud voor 5 b.e.;

1/2 psychosociaal voor 15 b.e.;

1/2 administratief voor 15 b.e.;

1/4 verpleger voor 30 b.e.

5° Andere residentiële diensten vanaf een erkende capaciteit van zestig :

1 verantwoordelijke voor de algemene coördinatie (1);

1 pedagogisch verantwoordelijke (1);

1 administratief verantwoordelijke (1);

1 opvoeder voor 3 b.e.;

1/2 onderhoud voor 5 b.e.;

1/2 psychosociaal voor 15 b.e.;

1/2 administratief voor 15 b.e.;

1/4 verpleger voor 30 b.e.

B. Niet-residentiële diensten :

1° Centra voor opvoedkundige voorlichting :

1 coördinator

1 opsteller en daarnaast,

a) voor een betoelaagde capaciteit van 24 :

1 licentiaat in de toegepaste psychologie of in de psychologische wetenschappen (4) of, naar gelang van het opvoedingsproject,

1 maatschappelijk werker (3)

b) voor een betoelaagde capaciteit van 40 :

1 licentiaat in de toegepaste psychologie of in de psychologische wetenschappen (4)

1 maatschappelijk werker

c) voor een betoelaagde capaciteit van 60 :

1 licentiaat in de toegepaste psychologie of in de psychologische wetenschappen (1)

2 maatschappelijke werkers

2° Diensten die opvoedingsverstrekkingen of filantropische verstrekkingen organiseren :

1 coördinator

1 opsteller en, daarnaast,

a) voor een betoelaagde capaciteit van 28 :

1 licentiaat in de rechten of in de criminologie (4) of, naar gelang van het opvoedingsproject,

1 maatschappelijk werker (3)

b) voor een betoelaagde capaciteit van 48 :

1 licentiaat in de rechten of in de criminologie (4)

1 maatschappelijk werker

c) voor een betoelaagde capaciteit van 75 :

1 licentiaat in de rechten of in de criminologie (1)

2 maatschappelijke werkers

3° Diensten voor vervangende voogdij :

1/60 maatschappelijk werker voor elke begunstigde die zonder kosten in een gezin geplaatst wordt;

1/100 maatschappelijk werker voor elke begunstigde die met kosten in een gezin geplaatst wordt;

1/200 maatschappelijk werker voor elke begunstigde die door een erkende dienst ten laste wordt genomen.

Aanwending en verantwoording van het forfait voor personeelskosten :

1° De aanwending van de forfaitaire toelage voor personeelskosten kan verantwoord worden door de uitbetaling van bezoldigingen berekend volgens de barema's vermeld in bijlage 5 van dit besluit alsmede de wettelijke werkgeverslasten en de bijkomende voordelen toegekend krachtens de sectoriële C.A.O.'s.

2° Voor de berekening van de geldelijke anciënniteit, worden alleen in aanmerking genomen, de diensten die werkelijk gepresteerd worden, alsmede deze die, krachtens de sociale wetgeving, met werkelijke diensten gelijkgesteld kunnen worden.

3° Alleen de diensten gepresteerd vanaf de leeftijd vastgesteld voor elk ambt in bijlage 5 van dit besluit worden in aanmerking genomen voor de berekening van de geldelijke anciënniteit.

Voor het directiepersoneel, worden de vroegere prestaties in een ambt, anders dan een directieambt, alleen in aanmerking genomen ten belope van vijftienzestig honderdsten, om de geldelijke anciënniteit te bepalen.

4° De volgende documenten zijn vereist om te bewijzen dat de aangevoerde prestaties werkelijk zijn :

a) het attest van de werkgever met vermelding van het beklede ambt, de juiste periode van de prestaties, het gepresteerde wekelijkse dienstrooster;

b) het attest betreffende de stortingen verricht bij een pensioenkas of een instelling van sociale zekerheid;

c) elk ander bewijsstuk dat eventueel door de administratie vereist zou worden.

5° Sommige uitgaven voor personeelskosten worden niet in aanmerking genomen :

a) de bezoldigingen uitbetaald aan personeelsleden die niet de in bijlage 5 van dit besluit vastgestelde kwalificatie bezitten;

b) het deel van de bezoldigingen en wettelijke werkgeverslasten dat de bedragen overschrijdt die ten laste vallen van de overheid voor een volledig dienstrooster met uitzondering van de prestaties in het onderwijs voor sociale promotie dat georganiseerd wordt ten gunste van de personeelsleden van de diensten bedoeld bij dit besluit; bij wijze van overgangsmaatregel, worden de cumulaties ten laste van de overheid die vóór 1 augustus 1975 bestonden, tot hun normale einde toegelaten.

c) de bezoldigingen uitgekeerd aan de opvoeders-groepschefs, personeelsleden die op 1 januari 1987 dit ambt uitoefenden, kunnen in aanmerking worden genomen tot het vertrek van dezen volgens het volgende barema

232 140 — 361 884

3/1 × 3 816

1/2 × 3 816

1/2 × 5 088

2/2 × 10 176

10/2 × 8 904

6° Met het oog op de bepaling van het terugbetaalbaar niet-verschuldigd bedrag bedoeld in artikel 44, § 1 worden de verantwoorde reële uitgaven inzake personeelskosten verminderd naar verhouding van de bezetting die voortvloeit uit de tenlasteneming van begunstigten wanneer andere minderjarigen ten laste worden genomen.

7° Wanneer aan de activiteit een einde gemaakt wordt, zijn de opzeggingslasten alleen subsidieerbaar wanneer ze betrekking hebben tot werkelijke verstrekkingen.

8° Wanneer de dienst voordelen toekent naast deze waarin sectoriële C.A.O.'s voorzien, moet hij eigen ontvangsten van een gelijkwaardig bedrag aantonen.

(1) het voorschot van de overeenstemmende loonmassa geschiedt alleen in geval van werkelijke werving van het bedoelde personeel - b.e. : betrofde eenheid.

(2) naast het personeel waarop elk gezinsvervangend tehuis individueel aanspraak kan maken.

(3) maatschappelijk werker : opvoeder klasse 1 of maatschappelijk assistent.

(4) ten minste een halftijdse betrekking moet worden toegewezen aan een licentiaat die de vereiste kwalificatie bezit.

Bijlage 5. — *Kwalificatievereisten en barema's van de bezoldiging van het personeel die de toekenning van de forfaitaire toelage verantwoorden*

A. Opvoedend personeel :

1. Opvoeder klasse 1 (20 jaar) :

- een eindexamen of -getuigschrift van het niveau van het pedagogisch, sociaal of paramedisch hoger onderwijs, ten minste van het korte type, met volledig leerplan of voor sociale promotie;
- met deze kwalificatie wordt gelijkgesteld, de opvoeder van de klasse 2a of 2b die in dienst was op 1 september 1966, op voorwaarde dat hij respectievelijk tien en vijftien jaar dienst als opvoeder op 21 december 1974 telde.

Barema : 190 800 — 311 640
 3/1 × 3 816
 1/2 × 3 816
 1/2 × 5 088
 2/2 × 10 176
 9/2 × 8 904

2. Opvoeder klasse 2 (20 jaar) :

- De opvoeders van de klasse 2 die voldoen aan de voorwaarden vereist om toegang tot de klasse 2a te krijgen en op 7 september 1976 in dienst waren, kunnen de bezoldiging blijven genieten die vroeger voor de klasse 2 bepaald was, wanneer het bedrag hiervan voordeliger blijkt dan dat van het barema van de klasse 2a.

Barema : 172 922 — 223 872
 3/1 × 3 816
 1/2 × 3 816
 7/2 × 5 088

3. Opvoeder klasse 2a (20 jaar) :

- een eindexamen of -getuigschrift met pedagogische, sociale of paramedische oriëntatie, ten minste van het niveau van het hoger secundair technisch onderwijs, met volledig leerplan of voor sociale promotie;
- een brevet van verpleger of nursing-assistent;
- een brevet van kinderverzorgster, voor zover deze zich met kinderen die 0 tot 6 jaar oud zijn, bezighoudt.

Barema : 172 992 — 247 404
 3/1 × 3 180
 4/2 × 3 816
 8/2 × 5 088
 1/2 × 8 904

4. Opvoeder klasse 2b (20 jaar) :

- een eindexamen of -getuigschrift van ten minste het niveau van het algemeen of technisch hoger secundair onderwijs;
- met deze kwalificatie wordt gelijkgesteld, de opvoeder van de klasse 3 die op 1 september 1966 in dienst was, op voorwaarde dat hij op 21 december 1974 vijf jaar dienst als opvoeder telde.

Barema 165 380 — 241 680
 3/1 × 3 816
 1/2 × 3 816
 12/2 × 5 088

5. Opvoeder klasse 3 (18 jaar) :

- een brevet, uitgereikt door een inrichting van het hoger secundair beroepsonderwijs of van het algemeen, technisch of kunstlager secundair onderwijs;
- met deze kwalificatie wordt gelijkgesteld, het personeel dat op 21 december 1974 drie jaar dienst als opvoeder telde, alsmede het opvoedend personeel dat op 15 september 1975 in dienst was en dat op die datum een getuigschrift of een brevet van het lager beroepsonderwijs bezat.

Barema 152 360 — 216 876
 3/1 × 2 000
 5/2 × 3 580
 8/2 × 5 077

 na 9 jaar 156 856 — 223 872
 3/1 × 2 000
 5/2 × 4 080
 8/2 × 5 077

6. Hoofdopvoeder (21 jaar) : zelfde voorwaarde als opvoeder klasse 1.

| | |
|----------|-------------------|
| Barema : | 221 328 — 342 188 |
| | 3/1 × 3 816 |
| | 1/2 × 3 816 |
| | 1/2 × 5 088 |
| | 2/2 × 10 176 |
| | 9/2 × 8 904 |

B. Psychisch-medisch-sociaal personeel :

1. Maatschappelijk assistent, verpleger A1 (23 jaar) : wettelijk vereist diploma.

| | |
|--------------|-------------------|
| Barema : | 201 400 — 306 340 |
| | 3/1 × 4 452 |
| | 12/2 × 7 632 |
| na 9 jaar : | 230 056 — 335 596 |
| | 3/1 × 4 452 |
| | 12/2 × 7 632 |
| na 18 jaar : | 256 944 — 361 884 |
| | 3/1 × 4 452 |
| | 12/2 × 7 632 |

2. Gebrevetteerde verpleger A2 (21 jaar) : wettelijk vereist diploma.

| | |
|-------------|-------------------|
| Barema : | 184 440 — 305 280 |
| | 3/1 × 3 816 |
| | 1/2 × 3 816 |
| | 1/2 × 5 088 |
| | 2/2 × 10 176 |
| | 9/2 × 8 904 |
| na 9 jaar : | 201 400 — 313 972 |
| | 3/1 × 4 452 |
| | 12/2 × 7 632 |

3. Psycholoog (24 jaar) :

— diploma van licentiaat in de beroepsselectie en -oriëntatie of in de toegepaste psychologie of in de psychologische wetenschappen.

Licentiaat in de rechten of in de criminologie (24 jaar) : wettelijk vereist diploma.

| | |
|----------|-------------------|
| Barema : | 273 480 — 436 932 |
| | 3/1 × 8 904 |
| | 10/2 × 13 874 |

4. Geneesheer (24 jaar) : wettelijk vereist diploma.

| | |
|----------|-------------------|
| Barema : | 343 440 — 525 972 |
| | 3/1 × 8 904 |
| | 10/2 × 15 582 |

5. Geneesheer-specialist (24 jaar) : wettelijk vereist diploma.

| | |
|----------|-------------------|
| Barema : | 464 280 — 674 160 |
| | 11/2 × 19 080 |

C. Administratief personeel :

1. Klerk (18 jaar) :

— diploma van het lager secundair onderwijs of ermee gelijkgesteld;

— met deze kwalificatie wordt gelijkgesteld, vanaf 1 januari 1974, het administratief personeel dat vóór 1 juli 1973 in dienst was.

| | |
|----------|-------------------|
| Barema : | 148 000 — 210 516 |
| | 3/1 × 2 000 |
| | 5/2 × 3 180 |
| | 8/2 × 5 077 |

2. Klerk-stenotypiste (18 jaar) :

— diploma van het lager secundair onderwijs en getuigschrift dat de kennis van stenotypie bewijst.

| | |
|----------|-------------------|
| Barema : | 151 180 — 213 696 |
| | 3/1 × 2 000 |
| | 5/2 × 3 180 |
| | 8/2 × 5 077 |

3. Opsteller (20 jaar) :

— diploma van het hoger secundair onderwijs en ermee gelijkgesteld.

| | |
|----------|-------------------|
| Barema : | 163 088 — 279 840 |
| | 3/1 × 3 816 |
| | 2/2 × 3 680 |
| | 11/2 × 8 904 |

4. Huismeester (20 jaar) :

— diploma van het hoger secundair onderwijs of ermee gelijkgesteld.

| | |
|----------|-------------------|
| Barema : | 190 800 — 311 640 |
| | 3/1 × 3 816 |
| | 1/2 × 3 816 |
| | 1/2 × 5 088 |
| | 2/2 × 10 176 |
| | 9/2 × 8 904 |

D. Onderhoudspersoneel :

— geen kwalificatievereiste.

| | |
|----------|-------------------|
| Barema : | 155 602 — 185 712 |
| | 3/1 × 1 614 |
| | 2/2 × 1 634 |
| | 10/2 × 2 200 |

E. Directiepersoneel :

1. Directeur, coördinator (24 jaar) :

- een eindexamen of -getuigschrift van het niveau van het pedagogisch of sociaal hoger onderwijs van ten minste het korte type, met volledig leerplan of voor sociale promotie en drie jaar opvoedende functies;
- met directeur en coördinator wordt gelijkgesteld, het personeel dat, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, werkelijk die ambten uitoefende met inachtneming van de vroegere reglementaire bepalingen.

| | |
|----------|-------------------|
| Barema : | 273 480 — 436 932 |
| | 3/1 × 8 904 |
| | 10/2 × 13 674 |

2. Pedagogisch verantwoordelijke (24 jaar) :

- een eindexamen of -getuigschrift van het niveau van het pedagogisch of sociaal hoger onderwijs van ten minste het korte type, met volledig leerplan of voor sociale promotie en drie jaar opvoedende functies;
- met deze kwalificatie wordt gelijkgesteld, het personeel dat, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, werkelijk het ambt van pedagogisch verantwoordelijke uitoefende overeenkomstig de vroegere reglementaire bepalingen.

| | |
|----------|----------------------|
| Barema : | A. 273 480 — 436 932 |
| | 3/1 × 8 904 |
| | 10/2 × 13 674 |

B. na zes jaar anciënniteit in een leidend ambt binnen een erkende dienst :

| | |
|--|-------------------|
| | 298 920 — 476 046 |
| | 3/1 × 8 904 |
| | 11/2 × 13 674 |

Het genot van het B-barema wordt ook toegekend aan het ermee gelijkgestelde personeel waarvan de kwalificatie als voldoende werd beschouwd krachtens de vorige reglementaire bepalingen.

3. Administratief verantwoordelijke (24 jaar) :

- een licentiaat in de toegepaste economische wetenschappen of in de arbeidswetenschappen;
- met deze kwalificatie wordt gelijkgesteld :
 - 1° het personeel dat, op datum van inwerkingtreding van dit besluit, het ambt van administratief verantwoordelijke overeenkomstig de vroegere reglementaire bepalingen uitoefende.
 - 2° het personeel dat, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, bij wijze van overgangsmatregel, het ambt van administratief verantwoordelijke overeenkomstig de vroegere reglementaire bepalingen uitoefende, voor zover het in 1987 een vorming heeft ondernomen met het oog op de verwerving van de vereiste kwalificatie. De uitwerking van deze bepaling eindigt zodra dat personeel, hetzij niet meer kan bewijzen dat het regelmatig ingeschreven is en de cursussen voor zo'n vorming volgt, hetzij aan het einde van de vormingstijd het eindexamen of -getuigschrift niet behaalt.
 - 3° het personeel dat de cyclus voor de specifieke vorming bepaald door de Minister met succes heeft voltooid :

| | |
|--------|----------------------|
| Barema | A. 273 480 — 436 932 |
| | 3/1 × 8 904 |
| | 10/2 × 13 674 |

B. na zes jaar anciënniteit in een leidend ambt binnen een erkende dienst :

| | |
|--|-------------------|
| | 298 920 — 476 046 |
| | 3/1 × 8 904 |
| | 11/2 × 13 674 |

Het genot van het B-barema wordt ook aan het ermee gelijkgesteld personeel pas toegekend op het ogenblik dat het de vereiste kwalificatie heeft verworven.

4. Verantwoordelijke voor de algemene coördinatie (24 jaar) :

— hetzij een einddiploma of -getuigschrift van het niveau van het pedagogisch, sociaal of paramedisch hoger onderwijs van ten minste het korte type, met volledig leerplan of voor sociale promotie en een aanvullende vorming op het gebied van het beheer, die ten minste 240 uren telt en de volgende vakken betreft :

- 1° beheer van de menselijke middelen, beheer van het personeel;
- 2° boekhoudcontrole, financieel en begrotingsbeheer;
- 3° administratieve organisatie

of

— hetzij een licentiaat in de toegepaste economische wetenschappen of in de arbeidswetenschappen en een aanvullende vorming op het gebied van de geesteswetenschappen, die ten minste 240 uren telt en de volgende vakken betreft :

- 1° organisatie-theorie, institutionele analyse;
- 2° arbeidsorganisatie, ploegenarbeid, beheer van de geschillen en onderhandeling;
- 3° beheer van de menselijke middelen, beheer van een opvoedingsproject en vijf jaar opvoedings- of beheersfuncties na de verwerving van de hoofdkwalificatie.

De aanvullende vorming kan door een of meerdere openbare of private vormingsdiensten worden georganiseerd. Ze moet goedgekeurd worden door de Minister of de door hem daartoe afgevaardigde ambtenaar. Deze goedkeuring kan aan de vorming vooraf moeten gaan.

— met deze kwalificatie wordt gelijkgesteld, het personeel dat, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, het ambt van verantwoordelijke voor de algemene coördinatie werkelijk uitoefende overeenkomstig de vroegere reglementaire bepalingen.

Barema : A. 208 920 — 476 046
3/1 x 8904
11/2 x 13 674

B. na zes jaar anciënniteit in een leidend ambt binnen een erkende dienst :

373 968 — 583 848
11/2 x 19 080

Het genot van het B-barema wordt ook toegekend aan het ermee gelijkgesteld personeel waarvan de kwalificatie als voldoende werd beschouwd krachtens de vorige reglementaire bepalingen.

In de residentiele diensten, met uitzondering van de diensten voor plaatsing in gezinnen, is de uitoefening van een leidend ambt onverenigbaar met de uitoefening van een ander ambt in dezelfde dienst.

*
*
*

De gewaarborgde minimale jaarlijkse bezoldiging van 157 200 frank wordt toegekend aan elk personeelslid dat ten minste 21 jaar oud is en dat een voltijds ambt uitoefent.

De barema's zijn indexeerbaar volgens de bepalingen van de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld, gewijzigd bij de latere besluiten; alle bedragen zijn gekoppeld aan de spilindex 114,20.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Executieve van 7 december 1987.

Vanwege de Franse Gemeenschapsexecutieve :

De Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschap,

Ph. MONFILS

De Minister van Sociale Zaken van de Franse Gemeenschap,

E. POULLET

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 9 december 1987 is de aanwijzing van de heer Oplinus, St., rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk, tot het ambt van jeugdrechter in deze rechtbank, hernieuwd voor een termijn van vijf jaar met ingang van 26 februari 1988.

Hij blijft gemachtigd zitting te nemen in de kamers voor burgerlijke zaken van deze rechtbank.

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 9 décembre 1987 la désignation de M. Oplinus, St., juge au tribunal de première instance de Courtrai, aux fonctions de juge de la jeunesse à ce tribunal, est renouvelée pour un terme de cinq ans prenant cours le 26 février 1988.

Il reste autorisé à siéger aux chambres civiles de ce tribunal.